

# Rapport d'activité

SYNDICAT POUR LA PROMOTION DES  
COMMUNES DE POLYNÉSIE FRANÇAISE



2014

Anaa  
Arutua  
Bora Bora  
Fakarava  
Fangatau  
Fatu Hiva  
Gambier  
Hao  
Hikueru  
Hitia'a O Te Ra  
Hiva Oa  
Huahine  
Mahina  
Makemo  
Manihi  
Maupiti  
Moorea-Maiao  
Napuka  
Nuku Hiva  
Nukutavake  
Paea  
Papara  
Papeete  
Pirae  
Puka Puka  
Punaauia  
Raivavae  
Rangiroa  
Rapa  
Reao  
Rimatara  
Rurutu  
Tahaa  
Tahuata  
Taiarapu-Est  
Taiarapu-Ouest  
Takarua  
Taputapuata  
Tatakoto  
Teva I Uta  
Tubuui  
Tumaraa  
Tureia  
Ua Huka  
Ua Pou  
Uturoa

## De A à Z...

Les sigles que vous rencontrerez sûrement dans la lecture de ce document...

**ACCD'OM** Association des communes et collectivités d'Outre-mer

**AFD** Agence française de développement

**AGEDI** Agence de gestion et développement informatique

**AMF** Association des maires de France

**CEGID** Centre européen de gestion par l'informatique décentralisée

**CFL** Comité des finances locales

**CGCT** Code général des collectivités territoriales

**CGF** Centre de gestion et de formation

**CNFPT** Centre national de la fonction publique territoriale

**CODIM** Communauté de communes des îles Marquises

**CSFPC** Conseil supérieur de la fonction publique communale

**CUCS** Contrat urbain de cohésion sociale

**DNA** Dotations non affectées

**FIP** Fonds intercommunal de péréquation

**FPC** Fonction publique communale

**HAVA'I** Communauté de communes des îles Sous-le-Vent

**SECOSUD** Syndicat pour l'électrification des communes du sud de Tahiti

**SEP** Société environnement polynésien

**SIVOM** Syndicat intercommunal à vocation multiple

**SIGFA** Syndicat intercommunal pour la gestion de la fourrière animale

**SIVMA** Syndicat intercommunal à vocation multiple des Australes

**SIVMTG** Syndicat intercommunal à vocation multiple des Tuamotu-Gambier

**SMO** Syndicat mixte ouvert (nom donné au successeur de la SEP, désormais baptisé Fenua Ma)

**SPCPF** Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française

**TE OROPAA** Syndicat intercommunal pour la production et la distribution d'eau à Faa'a, Punaauia et Paea

2014, année du renouvellement des conseils municipaux, s'est également traduite pour le SPCPF par le changement des élus qui siègent dans ses instances. Ils y ont rapidement pris leur place et m'ont choisi pour présider l'établissement. Les actions du SPCPF au service des communes adhérentes se sont poursuivies avec, début de mandature oblige, l'accent mis sur les formations aux fondamentaux de la gestion communale pour les élus. Finalement, ce passage toujours délicat d'une mandature à l'autre a été réussi, sans baisse d'activité et même avec une impulsion nouvelle.



En effet, dès notre prise de fonction, le bureau syndical et moi-même avons décidé d'une orientation inédite dans le fonctionnement interne du SPCPF afin de renforcer sa capacité d'action. Pour établir un plus grand rapprochement avec les communes et adapter au mieux sa politique aux réels besoins des adhérents, j'ai souhaité déléguer un certain nombre de dossiers aux vice-présidents et favoriser ainsi la participation d'élus aux actions collectives. On notera en particulier le rôle confirmé du comité de pilotage des élus, mais aussi l'importance prise par celui de l'eau potable.

En tant qu'élus au service de la population, nos attentes sont fortes. Le SPCPF doit être plus présent sur le terrain. Son périmètre d'intervention est parfois mal connu, avec des limites d'actions et un rôle des communes qu'il convient de mieux définir. Bien comprise par tous, cette relation doit permettre de consolider le monde communal. Préserver le rôle du SPCPF – accompagner les communes dans leur évolution et leur développement – permettra de répondre aussi à une réelle demande des partenaires institutionnels. Le monde communal est fort s'il est uni, et c'est là sans doute l'enjeu le plus important des années à venir. Cette gouvernance et cette solide relation avec les communes n'ont évidemment de sens que si des projets et actions sont menés en leur faveur. A cet effet, l'année 2014 a permis de poursuivre le rééquilibrage entre les différents départements. Si les compétences historiques obligatoires comme la promotion de l'institution communale et la formation des élus constituent le socle de l'action du SPCPF, la montée en puissance des compétences optionnelles s'est confirmée. L'année a été marquée par de nombreuses actions de tous les départements. Elles sont détaillées dans ce rapport d'activité. Concernant la promotion de l'institution communale, nos propositions pour la mise en place de critères de répartition des dotations du FIP ont été retenues, et la négociation avec les syndicats sur le devenir des agents ne souhaitant pas devenir fonctionnaires a trouvé une issue positive. Du côté de la formation des élus, quinze séminaires intra se sont tenus, et deux séminaires d'accueil pour les maires fraîchement élus puis les délégués syndicaux ont été organisés. Première étape du projet global qui sera défini dès 2015, un état des lieux de la restauration scolaire a été mené. En matière d'eau potable, le service s'améliore avec la réorganisation du département et trois recrutements, l'extension du projet PAPE à quatre nouvelles communes et une nouvelle approche pour les Tuamotu. La compétence informatique a été également renforcée par un nouveau recrutement et au travers de la reconduction du partenariat avec l'AGEDI. Le département communication s'est consacré à la refonte des supports et a participé activement à l'accueil des nouveaux élus.

Comme vous le constatez, l'année a été bien remplie. Je vous laisse découvrir en détail l'activité de notre structure au service du monde communal polynésien. Bonne lecture !

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'C' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

**Cyril TETUANUI**  
Président du SPCPF

Le SPCPF, des équipes et des méthodes de travail	Une forte mobilisation pour la promotion de l'institution communale	Des élus en demande croissante de formation	La restauration scolaire du premier degré à l'étude	De l'eau potable partout	Des prestations et des outils informatiques	Des actions et des supports de communication	Le compte administratif 2014
8	14	20	26	34	42	50	55

Sommaire

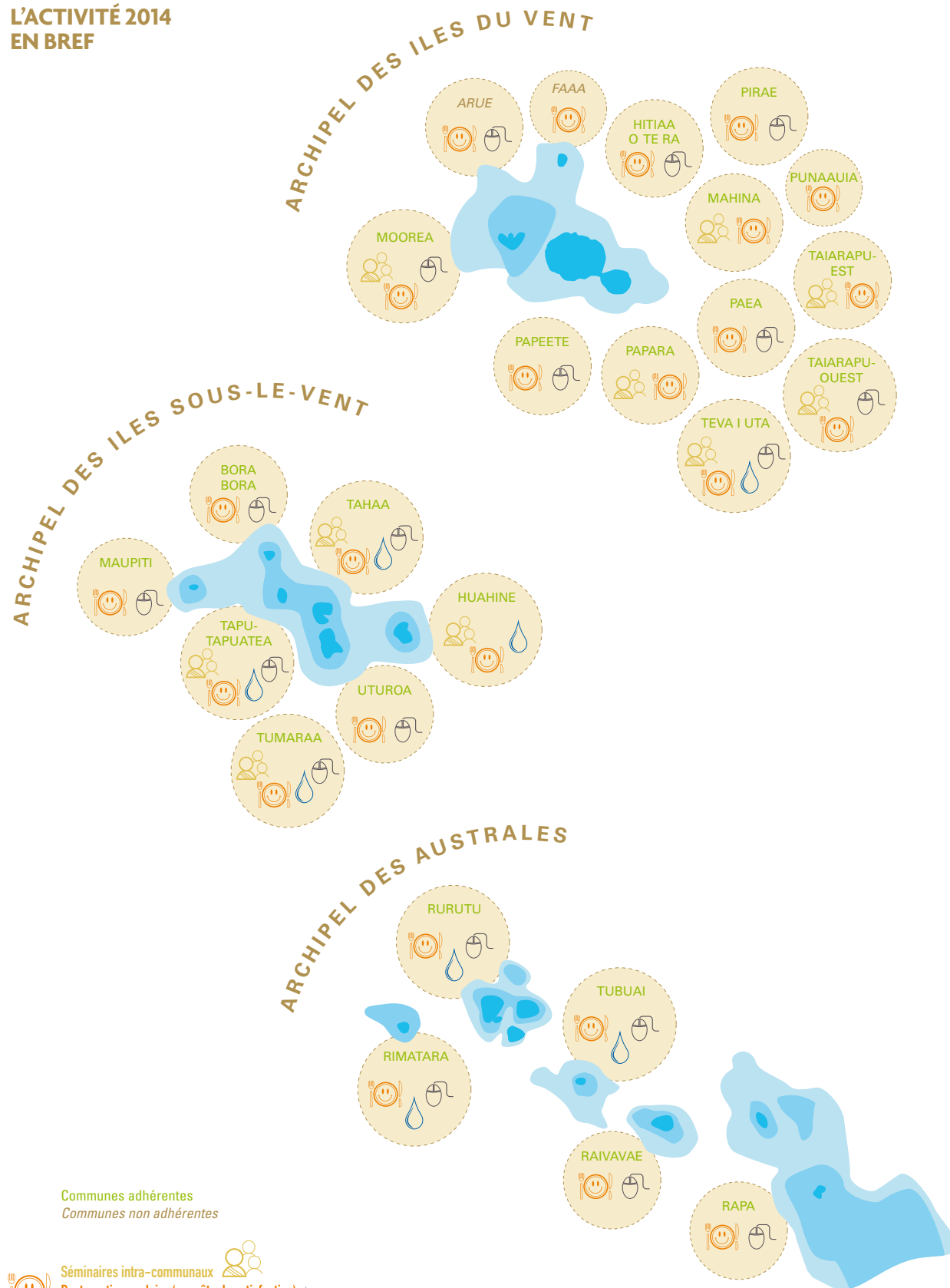
Avant-propos	1
Carte des actions	4
Faits marquants	6
Annexes	60



Le SPCPF, en quelques mots	9	Les grandes orientations 2014	15	Un programme déroulé avec succès	21	Un département en développement	27	Une année marquée par...	35	La chasse aux bogues	43	L'accueil des nouveaux élus	49	Le bilan financier	53
Des dates-clés	10	Au cœur de l'action	16	Un levier d'évolution	22	La mobilisation des acteurs	28	Le projet PAPE	36	L'assistance aux utilisateurs	44	Des supports réactualisés	50	La section fonctionnement	54
Une nouvelle équipe dirigeante	10	Des partenaires indispensables	17	Priorité au projet communal	23	Des études pour un projet global	29	L'eau potable aux Tuamotu	38	Des logiciels adaptés	45			La section investissement	56
Une gouvernance renforcée	12	Représenter le monde communal	18	La proximité plébiscitée	24	L'états des lieux	30	Un séminaire décisif	39	Une expérience à développer	46			Le compte de gestion	56
Une équipe technique qualifiée	13	Un séminaire pour l'adressage	19			L'accompagnement des communes	32	Des études et des chantiers	40	Les sauvegardes : une nécessité	47			Les résultats globaux	57
L'organigramme	13													Le délibération n°1/2015/spc	59



## L'ACTIVITÉ 2014 EN BREF



# JANVIER

EN 2014...

**Intégration réussie !**

L'ensemble du personnel du SPCPF a opté pour le statut de fonctionnaires.



# MARS

**Les élections municipales en chiffres**  
**Une certaine expérience**

**1 038 élus communaux en Polynésie française.** L'âge moyen des élus est de 49,2 ans (en légère augmentation par rapport à la mandature précédente). L'élu le plus jeune a moins de 19 ans, le plus âgé près de 80. Le maire le plus jeune : 25 ans (c'est une femme), et le plus âgé 71 ans. Le renouvellement des élus est plus faible qu'en 2008 (56% contre 66%). Seuls 17 maires sont entièrement nouveaux dans la fonction. Le collège des maires se caractérise donc par une certaine expérience. Près de 80% des élus en sont à leur 2<sup>e</sup> mandat, 10% en sont au moins au 4<sup>e</sup> mandat.

**La place des femmes**

44% des élus sont des femmes, le taux monte à 49% quand la parité est obligatoire, à 40% lorsqu'elle ne l'est pas. Quatorze conseils municipaux (29%) sont composés d'une majorité de femmes. Un taux qui ne suit pas dans l'exécutif où on compte à peine 19% de maires femmes (41% aux Tuamotu-Gambier, 0% aux Australes, îles du Vent et Marquises). La progression demeure remarquable depuis 2008 avec 6% de femmes en plus et un taux qui passe de 33 à 40% lorsque la parité n'est pas obligatoire.

# AVRIL

**Séminaire des maires**

Les maires des 48 communes de la Polynésie française ont été invités à se rencontrer le lundi 28 avril et le mardi 29 avril, pour un séminaire de réflexion et une première prise de contact avec leur nouvelle fonction.

**La gestion du traitement des déchets à Tahiti et Moorea change de main**

La Société environnement polynésien (SEP), créée en 1997, est officiellement dissoute et absorbée par le Syndicat mixte ouvert (SMO-Fenua Ma), créé en 2012.

**Six nouvelles recrues au SPCPF**

(Avril à décembre)

Trois au département de l'eau potable, deux au service gestion et moyens, et un au département informatique.



**L'AFD publie « l'Observatoire des communes en Polynésie »**

Ce document, inédit en son genre, référence pour la période 2008/2012 toutes les données budgétaires des 48 communes du Pays. Cette base de données très complète et accessible à tous, a pour but de permettre aux institutions et aux communes de mieux percevoir leur équilibre budgétaire.



# JUIN

**Naissance d'Ariitihoni**

La mascotte de la compétence informatique pour sensibiliser et rappeler aux agents communaux l'importance d'effectuer des sauvegardes.



# MAI

**Renouvellement de la gouvernance du SPCPF**

**Les 92 élus municipaux votant pour le renouvellement du bureau du SPCPF se sont exprimés. Avec 66 voix en sa faveur, Cyril Tetuanui, a remporté le scrutin organisé le vendredi 16 mai, remplaçant ainsi le président sortant Teriitepaiautua Maihi.**



**Plusieurs séminaires intra-communaux**  
(juin à novembre)

Ils se sont tenus à Moorea, Tumaraa, Taïarapu Est, Teva I Uta, Tahaa, Huahine, Nuku Hiva, Taputapuataea, Makemo, Fakarava, Manihi, Taïarapu Ouest, Mahina, Papara, Hiva Oa.

# AOÛT

**Séminaire des délégués SPCPF**

**Premier rendez-vous de la mandature pour les 92 délégués du SPCPF élus par chacune des 46 communes adhérentes. Cette rencontre importante a permis de leur présenter le syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française dans toute sa complexité et de leur offrir une première opportunité de faire connaissance entre eux.**

**Séminaire « Eau potable aux Tuamotu »**

Le séminaire a réuni le 7 août des représentants de 16 des 17 communes des Tuamotu-Gambier ainsi que de l'Etat et du Pays autour de la problématique spécifique de l'eau potable dans cette partie de la Polynésie française.



**Forum sur les eaux de consommation (ONU)**

Un forum sur les plans de sécurité sanitaire des eaux de consommation (PSSE) s'est tenu à Arue, sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé et du secrétariat général de la communauté du Pacifique.

# NOVEMBRE

**Rencontre avec les élus parlementaires polynésiens**

La rencontre des parlementaires a offert l'occasion d'établir un lien pour modifier le CGCT.



**Ministre des Outre-mer**

Entrevue de la délégation des élus polynésiens alors présents en France avec la ministre Mme George Pau-Langevin, permettant une prise de contact très utile pour le suivi des dossiers.

**23<sup>e</sup> congrès de l'ACCD'OM en Polynésie française**

L'axe de travail des élus ultramarins était « Responsables pour faire face aux défis » pour cette semaine de congrès qui a abordé à Pirae, Taïarapu Est, Moorea et Papeete les questions essentielles des finances communales, de l'assainissement et de l'eau potable, le développement durable, les énergies.

**Accord sur le FIP !**

**Accord obtenu sur les critères de répartition du fonds intercommunal de péréquation (FIP). Les élus composant le comité des finances locales (CFL) ont validé une nouvelle clé de répartition des dotations non affectées mettant fin à de nombreux mois de débat.**

# DECEMBRE

**Premières discussions pour le contrat de projet entre Pays, État et communes**

**Rétablir un dialogue avec les acteurs communaux, informer les élus sur les différents axes de travail du gouvernement en matière de partenariat et de développement des communes, échanger avec elles sur le futur contrat de projets Etat-Pays-Communes, tels étaient les principaux objectifs de la réunion du 12 décembre avec le gouvernement. Cela faisait plusieurs années que la Polynésie française n'avait plus organisé une telle rencontre. Un partenariat Etat-Pays-Communes pourtant incontournable pour la bonne réalisation des projets et la mise en œuvre des politiques publiques qu'elles soient territoriales ou communales.**

**Vote à l'Assemblée de la Polynésie française sur le report des dates butoirs imposées par le CGCT**

Les élus de l'Assemblée ont demandé le report des différentes dates du CGCT concernant la distribution d'eau potable, l'assainissement et la collecte des déchets dans les communes polynésiennes.



'Āmuitahira'a nō te mau 'oire  
**SPCPF**  
SYNDICAT POUR LA PROMOTION DES COMMUNES  
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

## DES ÉQUIPES ET DES MÉTHODES DE TRAVAIL

### EN QUELQUES MOTS LE SPCPF FONCTIONNE...

... **En syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM)**. Créé en 1980, c'est un établissement public qui regroupe aujourd'hui 46 communes de Polynésie française pour les accompagner dans leur évolution et leur développement. Il assure pour leur compte certaines « prestations » ou « compétences » transférées.

#### ... Sur la base de l'adhésion des communes à des « compétences »

- dont certaines sont obligatoires : la promotion de l'institution communale (portage de grands dossiers communaux comme la fonction publique communale, le code général des collectivités territoriales, finances et fiscalité, intercommunalité, déchets...) (pages 14-19) ; et la formation et information des élus municipaux (congrès, séminaires intra-communaux, etc.) (pages 20-25) ;
- les autres étant optionnelles : la restauration scolaire du premier degré : études, conseil et assistance (pages 26-33) ; l'adduction en eau potable : études techniques et financières, conseil et assistance à la gestion et maîtrise d'œuvre de travaux (pages 34-41) et l'informatique : études, conseils et assistance, recherche et distribution de logiciels fonctionnant dans un environnement sécurisé (pages 42-47).

#### ... À l'instar d'une structure particulière et originale

- Particulière en tant que regroupement de communes dont elle assure la promotion, et organisme de formation pour les élus.
- Originale dans le domaine de l'intercommunalité polynésienne, car c'est le seul syndicat pluri-archipels qui prend en compte la dimension et la configuration géographique spécifique de la Polynésie française (la même formation pour un élu d'une commune isolée et éloignée que pour celles de Tahiti, par exemple).



### ...COMME UN CONSEIL MUNICIPAL

Le mode de fonctionnement du SPCPF est assez similaire à celui d'un conseil municipal. Il est administré par trois instances : un comité syndical, un bureau syndical et un président.

- En début de mandature, comme ce fut le cas en 2014, les communes adhérentes désignent au sein de leurs conseils municipaux respectifs les deux titulaires et leurs suppléants qui siègent comme délégués au **comité syndical** (liste des 92 délégués en annexe). Première instance du SPCPF, cette assemblée se réunit obligatoirement deux fois par an, et lors de la première réunion de la nouvelle mandature, elle désigne parmi ses membres le président et le bureau syndical, qui administrent concrètement l'institution. Instance délibérative du SPCPF, le comité vote le budget du groupement et approuve

notamment les comptes administratifs. Il peut déléguer au bureau syndical une partie de ses prérogatives, sauf exception (modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat, budget et effectif du personnel).

- Le **bureau syndical** composé de 22 élus (pages 10-13) se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire pour délibérer sur des compétences qui lui ont été déléguées par le comité syndical.
- Organe exécutif du syndicat, le **président** est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes du syndicat. Il est le chef des services que le syndicat a créés. Toutefois, il peut déléguer l'exercice de sa fonction à un ou plusieurs vice-présidents et donner délégation de signature au directeur. Une fonction importante assumée par le président consiste à préparer puis exécuter les délibérations du comité syndical et celles du bureau. Il en est également le porte-parole et le représente lors des réunions de travail avec les services de l'État ou du Pays notamment. Enfin, le président représente le syndicat pour toute action en justice.

#### Les valeurs du SPCPF

Elles sont celles d'un service public qui **mutualise** des moyens et développe la **solidarité** de ses adhérents en rassemblant des communes de différentes tailles issues de tous les archipels de la Polynésie française. Le SPCPF exerce son activité dans la **neutralité** et pour l'**intérêt général** de ses adhérents et de leurs populations. Historiquement, il est le premier exemple de l'**intercommunalité** polynésienne.

**46** des 48 communes polynésiennes, adhèrent au SPCPF

**92** délégués syndicaux

**22** membres du bureau syndical

**3** instances dirigeantes





## UNE ÉQUIPE DIRIGEANTE RENOUVÉE

Suite aux élections municipales des 23 et 30 mars 2014, le SPCPF a réuni l'ensemble des délégués syndicaux pour l'élection d'un nouveau bureau syndical et du président le 16 mai. Ce dernier a pris une décision forte en déléguant un dossier d'importance à chaque vice-président.



**M. Edouard FRITCH**  
Maire de la commune de Pirae (IDV)  
1<sup>er</sup> vice-président du SPCPF  
Délégué « réforme des marchés publics »



**M. Marcelin LISAN**  
Maire de la commune de Huahine (ISLV)  
3<sup>e</sup> vice-président du SPCPF  
Délégué « communes associées »



**M. Frédéric RIVETA**  
Maire de la commune de Rurutu (Australes)  
5<sup>e</sup> vice-président  
Délégué « informatique »



**M. Cyril TETUANUI**  
Maire de la commune de Tumaraa (ISLV)  
Président du SPCPF  
FPC, Finances et fiscalité



**M. Frédéric TERIIATETOOF**  
Conseiller municipal de la commune de Rangiroa (Tuamotu-Gambier)  
2<sup>e</sup> vice-président du SPCPF  
Délégué « eau potable »



**Mme Lucia TUPAI**  
Conseillère municipale de la commune de Fatu Hiva (Marquises)  
4<sup>e</sup> vice-présidente  
Déléguée « restauration scolaire »



**Mme Lorna OPUTU**  
1<sup>er</sup> adjoint de la commune de Mahina (IDV)  
6<sup>e</sup> vice-présidente  
Déléguée « CGCT et intercommunalité »



**Mme Mireille HAOATAI**  
Maire de la commune de Manihi (Tuamotu-Gambier)  
Secrétaire



**Mme Lucienne MAHAA**  
1<sup>er</sup> adjoint de la commune de Taiarapu ouest (IDV)  
1<sup>er</sup> assesseur



**M. Tearii ALPHA**  
Maire de la commune de Teva I Uta (IDV)  
2<sup>e</sup> assesseur



**M. René TEMEHARO**  
3<sup>e</sup> adjoint de la commune de Papeete (IDV)  
3<sup>e</sup> assesseur



**M. Sylvain CHU**  
Conseiller municipal de la commune de Tahaa (ISLV)  
4<sup>e</sup> assesseur



**Mme Juliana FAATAHE**  
Conseillère municipale de la commune Taputapuata (ISLV)  
5<sup>e</sup> assesseur



**M. Woullingson RAUFAUORE**  
Maire de la commune de Maupiti (ISLV)  
6<sup>e</sup> assesseur



**M. Clément NUI**  
Conseiller municipal de la commune de Fangatau (Tuamotu-Gambier)  
7<sup>e</sup> assesseur



**Mme Mautaina TAKI**  
Maire de la commune de Napuka (Tuamotu-Gambier)  
8<sup>e</sup> assesseur



**M. Jean-Maxime TAMETONA**  
Conseiller municipal de la commune de Fatu Hiva (Marquises)  
9<sup>e</sup> assesseur



**Mme Myriam VAIMAA**  
2<sup>e</sup> adjoint de la commune de Tahuata (Marquises)  
10<sup>e</sup> assesseur



**M. Domingo TEHAAMOANA**  
3<sup>e</sup> adjoint de la commune de Hiva Oa (Marquises)  
11<sup>e</sup> assesseur



**M. Adrien TEINAURI**  
Conseiller municipal de la commune de Tubuai (Australes)  
12<sup>e</sup> assesseur

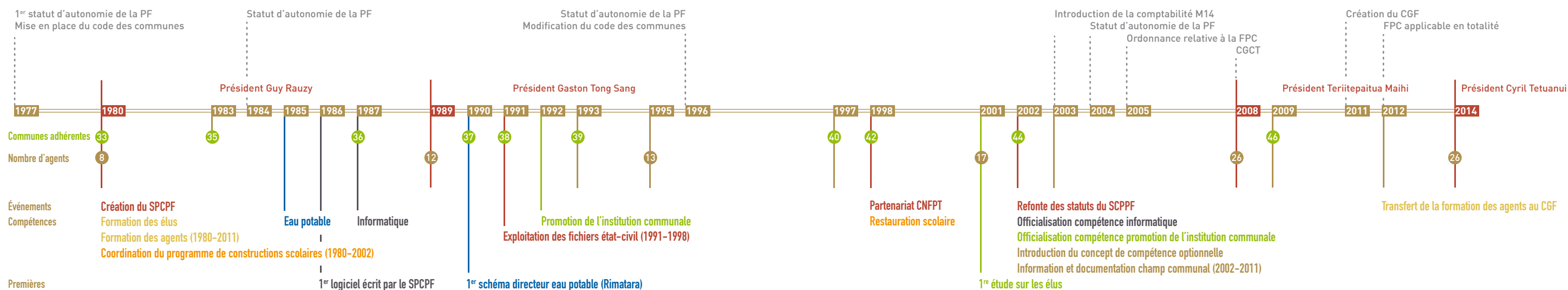


**M. Joachim TEVAATUA**  
Maire de la commune de Raivavae (Australes)  
13<sup>e</sup> assesseur



**M. Georges HATITIO**  
Maire de la commune de Rimatara (Australes)  
14<sup>e</sup> assesseur

## L'ÉVOLUTION DU SPCPF DEPUIS SA CRÉATION EN 1980





## UNE GOUVERNANCE RENFORCÉE

La gouvernance du SPCPF s'appuie sur une méthode participative des élus à tous les niveaux au sein de regroupements pluriels, soutenus par un président impliqué, et consolidés depuis le début de cette mandature par la délégation de dossiers d'importance aux vice-présidents.

Le SPCPF a toujours eu pour objectif d'être représentatif de la diversité du monde communal polynésien. Cela s'est traduit depuis près de 15 ans par la tenue d'un comité de pilotage des élus (composés de 15 à 20 participants) chargé, à partir de la vision du terrain des élus invités, de faire le bilan de l'action du SPCPF et de définir les orientations, objectifs et actions importantes du syndicat. Cela s'est également confirmé par la mise en place de groupes de travail intégrant élus et cadres communaux pour réfléchir et faire des propositions sur les grands dossiers du monde communal, comme la FPC, les finances communales ou la création du syndicat mixte pour la gestion des déchets notamment. La nouvelle équipe arrivée en mai 2014 s'inscrit dans la même logique. Les groupes de travail du SPCPF définissent, sur des sujets ou projets importants, des positions du monde communal en phase avec la réalité du terrain. Pour cela, le règlement des



Le nouveau bureau du SPCPF.

actions du SPCPF permet, à la différence de la formation qui est exclusivement réservée aux élus, de mobiliser élus et cadres sur ce type d'actions. Cette complémentarité entre vision prospective des élus et expertise technique des agents apporte une grande efficacité aux travaux de ces groupes de travail. Ainsi, les interventions du SPCPF, dans le cadre de la compétence promotion de l'institution communale, ont une grande légitimité. L'accent mis sur le rôle des élus, notamment avec les délégations aux vice-présidents, est une grande force pour le SPCPF. Les projets sont désormais suivis par le président et les vice-présidents selon une répartition des dossiers précisée dans la fiche d'identité du bureau (lire page 10).

### Une méthode participative

Le comité de pilotage des élus a été créé en 2000. Devant son succès, et en particulier le rôle de relais qu'il a joué entre les communes et le comité syndical du SPCPF, le comité de pilotage de l'eau potable a été mis en place en 2013. En 2014, il a été décidé d'étendre cette méthode à l'ensemble des départements du syndicat.

### Des moments forts et médiatisés

Plusieurs événements ont rythmé l'année, notamment le séminaire d'accueil des maires en avril 2014, l'élection du président du SPCPF en mai, suivi du séminaire d'accueil des délégués syndicaux en août.

Ces événements ont été largement médiatisés, et les retombées dans la presse écrite et audiovisuelle ont contribué à renforcer la notoriété du SPCPF, à faire connaître son nouveau président et à évoquer les enjeux auxquels sont confrontées les communes.



## UNE ÉQUIPE TECHNIQUE QUALIFIÉE

L'année 2014 a été marquée par l'intégration de tous les agents concernés. Il s'agit notamment de la juriste et du chef de projet restauration scolaire suite à leurs réussites au concours de la FPC. Six recrutements ont été nécessaires : un responsable administratif et comptable et une secrétaire au sein du service gestion et moyens ; trois agents au département eau potable et un technicien systèmes et réseau à mi-temps au département informatique. L'équipe du SPCPF ainsi consolidée s'accorde davantage aux défis à relever. Toutefois, l'évolution demandée du département eau potable mais aussi la volonté des élus de développer l'accompagnement et le service aux communes ont conduit à s'interroger sur l'évolution du personnel du SPCPF en 2015, et donc sur le projet ressources humaines de la structure (lire encadré).

**560** billets d'avion émis

**1 916** courriers « départ »  
**2 262** courriers « arrivée »

### La compétence professionnelle pour une action à la hauteur des attentes des élus

L'élan généré par les nouveaux élus entraîne une grande exigence en termes de qualité d'accompagnement, et donc un besoin de compétence professionnelle pointue au SPCPF. Celle-ci existe par l'expérience du SPCPF lui-même, par le recrutement d'une juriste depuis 2013 et par des responsables de département de haut niveau. Le développement du programme de formation des élus, fortement demandé, les projets de réforme du

CGCT, du code des marchés publics, de la fiscalité communale et de révision du statut de 2004 sont autant de dossiers pour lesquels les élus demandent à être présents, actifs, force de proposition. Il est donc important, en lien avec le président et les vice-présidents chargés de ces dossiers, de réfléchir aux moyens humains nécessaires à une action du SPCPF à la hauteur des attentes légitimes de renforcement du monde communal.

### ORGANIGRAMME DU SPCPF

**SERVICES GESTION ET MOYENS**  
RESPONSABLE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE  
Augustin ROCAS  
  
SECRÉTAIRES  
Karine MARTINO  
Irvine PARKER  
Audrey SCOTTO D'ANIELO  
  
AGENT D'ENTRETIEN-PLANTON  
Raïatua FARERAU

**DÉPARTEMENT COMMUNICATION**  
DIRECTEUR  
Ronan GLOAGUEN  
  
CHARGÉE DE COMMUNICATION  
Laurence CUCHEVAL

**DÉPARTEMENT INFORMATIQUE**  
DIRECTEUR  
Noébert TUPEA  
  
ADMINISTRATEURS D'APPLICATIONS MÉTIER  
Tania AYO  
Tamatoa GUERRY  
  
ADMINISTRATEURS SYSTÈMES ET RÉSEAUX  
Jérôme PEROU  
  
TECHNICIENS SYSTÈMES ET RÉSEAUX  
Larry LANGY  
Thomas SVENSON

**PROMOTION DE L'INSTITUTION COMMUNALE**  
RESPONSABLE  
Jean SILVESTRO

SUPPORT JURIDIQUE  
Manava LABORDE

**DÉPARTEMENT FORMATION DES ÉLUS**  
RESPONSABLE  
Ivana SURDACKI

**DÉPARTEMENT RESTAURATION SCOLAIRE**  
CHEF DE PROJET  
Mihirangi MOEROA

**DÉPARTEMENT EAU POTABLE**

DIRECTRICE  
Marie-Laure LAI KOUN SING  
  
DIRECTRICE ADJOINTE  
Vaihere RICHMOND  
  
INGÉNIEUR EAU POTABLE  
Nanihi BERTRAND  
  
TECHNICIENS SENIOR  
Anaëlle DROLLET  
Serge CARABASSE  
  
TECHNICIENS  
Vaihere LI SHENE  
Moon TAAE  
Herenui TERIEROOITERAI  
Hinarii TAHAI

**26** agents  
9 catégorie A, 13 catégorie B  
3 catégorie C, 1 catégorie D





# UNE FORTE MOBILISATION POUR LA PROMOTION DE L'INSTITUTION COMMUNALE

## LES GRANDES ORIENTATIONS 2014

### • Promouvoir l'institution communale ?

Le concept peut paraître flou mais il est très simple en réalité. Il signifie réunir et représenter le monde communal de Polynésie. Le rôle de la compétence dont j'ai la charge est de mobiliser les communes pour faire avancer les dossiers, réformes ou sujets concrets (finances, juridiques, eau potable...). Nous agissons librement, en autonomie, dans le cadre juridique et institutionnel imparti. Notre mission : qu'il existe une seule voix pour l'ensemble des communes. La promotion de l'institution communale, c'est donc la voix des communes. L'enjeu majeur réside bel et bien dans l'unité, car elle nous confère force et visibilité. Une commune isolée a peu de moyens, tandis que 48 communes regroupées peuvent réellement être les partenaires de l'Etat et du Pays.

### • Selon vous, qu'est-ce qui a le plus marqué cette année 2014 ?

L'année 2014 a été marquée par un changement symbolique et important dans l'approche de la compétence, avec une volonté du président de travailler en équipe et donc de permettre une multiplication des actions, mais aussi de créer un lien essentiel entre le SPCPF et les communes, et donc la réalité du terrain. Cela s'est traduit par une décision forte de mobilisation des vice-présidents avec des délégations essentielles

pour le monde communal (lire page 10 la répartition des délégations par vice-président). Cette évolution démontre une volonté d'être présent et acteur aux côtés des partenaires du monde communal, l'Etat et le Pays.

### • Comment ce changement s'est-il manifesté ?

Une dynamique a été enclenchée : des élus ont commencé à s'investir avec un relais assuré par leurs prédécesseurs sur les dossiers du FIP-CFL et de la FPC, et à entreprendre des actions fortes, notamment par la mobilisation de l'Etat, pour avancer et aboutir au plus vite à une décision en matière de date butoir. Les communes ont été sollicitées sur le CGCT et les communes associées pour des actions concrètes et mutualisées en 2015. Les élus ont donc pris leur place, avec des négociations bipartites sur l'article 75 de l'ordonnance FPC et des propositions sur les critères des dotations non affectées et le budget de FIP 2014. Cette mobilisation a permis de disposer d'élus qui capitalisent en participant à plusieurs actions (FPC, FIP, CSFPC, CGF, CNFPT, ministère des Outre-mer) et qui donc seront d'autant plus moteurs pour l'avenir, apportant ainsi efficacité et complémentarité dans les actions du SPCPF.

### • À quelles difficultés reste confrontée cette compétence ?

Des fragilités demeurent avec, en particulier, une reconnaissance institutionnelle difficile, et le constat que l'identification voire la légitimation



Jean Silvestro, directeur du SPCPF et responsable de la promotion de l'institution communale.

par les partenaires n'est pas toujours acquise. Ainsi, le Pays, les parlementaires, ont pris des positions fortes sans consulter le SPCPF. Ou encore la rencontre au ministère des Outre-mer s'est tenue avec le directeur de cabinet uniquement, et pas la ministre que nous avons néanmoins pu voir rapidement. L'enjeu est donc de trouver les moyens de s'imposer, de porter la voix des communes, afin que le SPCPF soit l'unique espace de rassemblement du monde communal polynésien. Pour cela, il est essentiel que le SPCPF s'éloigne des enjeux politiques et donc préserve sa neutralité.



Les élus municipaux polynésiens ont rencontré la ministre des Outre-mer.

**120** présences de maires  
**14** actions  
**231** participants  
**591** heures  
**1 619 251** coût direct Fcfp



## LE SPCPF AU CŒUR DE L'ACTION AVEC SES ÉLUS

Les actions ont été fortes dès le début de la mandature, avec un travail sur des dossiers prioritaires et urgents : l'article 75 de l'ordonnance organisant la fonction publique communale (FPC) et le fonds intercommunal de péréquation (FIP).

### La fonction publique communale : une priorité

La fonction publique communale (FPC) est applicable en totalité depuis le 1<sup>er</sup> août 2012 (ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005) et s'applique à tous les agents. Les nouveaux recrutés deviennent fonctionnaires après un an de « stage ». L'enjeu majeur concerne l'intégration des agents de communes qui peuvent devenir fonctionnaires dans des conditions préférentielles par rapport aux conditions de recrutement habituelles des fonctionnaires. Cette possibilité était ouverte sur trois ans, sur délibération de la commune, et donc avant le 12 juillet 2015. Cela dit, peu de communes ont agi ainsi (un peu plus d'1/5<sup>e</sup> des agents avaient intégré fin 2014 sur les 4 300 potentiellement identifiés en 2012). En mars 2014, des

syndicats ont donc porté leurs revendications sur le devenir des agents qui ne voulaient pas intégrer la FPC, cela entraînant un gel de leurs rémunérations jusqu'à la fin de leur carrière, et au-delà, la perte ressentie de dispositions de leurs anciens « statuts ». Suite au mouvement de grève lancé par les syndicats avant les élections municipales, le haut-commissariat s'est engagé sur une série de réunions tripartites (syndicats, haut-commissariat, SPCPF-CGF) dès avril 2014, qui se sont poursuivies par des rencontres bipartites (syndicats, élus-SPCPF-CGF) aboutissant, après six réunions, à un accord global et un point de divergence soumis au haut-commissariat dès septembre. L'accord bipartite prévoit notamment une modification de l'article 75 de l'ordonnance uniquement sur l'aspect de la rémunération des agents, la gestion quotidienne relevant des dispositions de la FPC dont la modification revient au conseil supérieur, sur arrêté du haut-commissariat. Fin 2014, la réponse de l'Etat se faisait attendre.

### Pour une réforme du mode de calcul des dotations non affectées du FIP

Le SPCPF a su mobiliser les cadres et les élus afin que la réforme du mode de calcul des dotations non affectées du FIP aboutisse, en rétablissant une sécu-

rité juridique en danger depuis la mise en place du comité des finances locales (CFL – lire encadré) en 2006. Par ailleurs, l'avenir du SPCPF a fait l'objet d'une attention particulière avec la réalisation d'une mission bilan-perspectives avec le CNFPT (lire page suivante) et l'appropriation par les nouveaux élus des enjeux du SPCPF.

### Le comité des finances locales

Le CFL est une instance prévue par le statut de 2004 (article 52). Il a pour mission de gérer le fonds intercommunal de péréquation (FIP), outil principal de financement des communes polynésiennes. Il prend les décisions permettant de répartir les recettes du FIP entre les communes, en fonction de leurs populations et de leurs charges, afin de financer le fonctionnement des communes, mais également des opérations d'investissement, communale ou intercommunale. Composé de représentants de l'Etat et du Territoire, il comprend également des représentants des communes.

Participants	Nbre	Heures
Maires	61	249
Adjoints	37	98
Conseiller	22	44
Autres	111	200
<b>Total</b>	<b>231</b>	<b>591</b>

Actions	Nbre	Heures
Evolution SPCPF	155	255
Finances	27	151
FPC	43	149
Rencontre institutionnelle	6	36
<b>Total</b>	<b>231</b>	<b>591</b>

	Actions	Stagiaire	Heures	Coût global
Prévu	9	139	1 287	4 826 500
Réalisé	14	231	591	1 619 251
<b>Taux de réalisation</b>	<b>156%</b>	<b>166%</b>	<b>46%</b>	<b>34%</b>

Un nombre d'heures inférieur à 50 % de la prévision en raison du report des bilans CGCT et FPC en 2015 et l'attente de la reprise du travail sur la fiscalité communale.

7 actions FPC

43 participants

149 heures d'action

27 participations FIP

151 heures d'action



Le président du SPCPF et M. François Deluga, président du CNFPT.

## DES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS INDISPENSABLES

2014 a été l'occasion de signer une nouvelle convention avec le CNFPT et d'envisager la collaboration avec le CGF sous un nouvel angle. Rencontrer des représentants des pouvoirs publics nationaux comme le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale permet de faire avancer les dossiers qui intéressent le monde communal.

### Une convention confirmée avec le CNFPT

La forte mobilisation des élus pour la « mission bilan-perspectives avec le CNFPT » est une marque de l'importance de ce partenariat. Celui-ci s'est d'ailleurs de nouveau concrétisé avec la signature par le président de la nouvelle convention avec cet établissement pour 2015/2017, occasion d'une rencontre avec son homologue du CNFPT à l'occasion de son déplacement en France. Le renouvellement de ce partenariat apporte un appui sur les dossiers importants en matière de formation. Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), établissement public unique, paritaire et déconcentré, au service des collectivités territoriales et de leurs agents, est chargé de la formation et de la professionnalisation de l'ensemble des personnels des collectivités locales, et de l'organisation

agents et d'accompagnement des carrières des cadres de direction, le CNFPT est au cœur des projets de modernisation du service public local.

### CGF : une alliance soutenue pour mener des actions en cohérence

Les élus du SPCPF et ceux du CGF ont souligné l'intérêt que le monde communal pouvait retirer d'un travail en commun de leurs deux structures, en particulier dans le cadre de formations mixtes élus-cadres. Le centre de gestion et de formation est l'outil de mise en œuvre de la FPC en Polynésie française. Ses missions sont nombreuses, avec principalement la publicité des postes pour tout recrutement, l'organisation des concours et examens professionnels, la formation des agents, la gestion des dossiers des agents communaux, la gestion des instances paritaires, notamment le conseil supérieur de la FPC et les commissions administratives paritaires.

### Rencontre avec les pouvoirs publics

Une réunion de travail s'est déroulée à l'Assemblée nationale avec le président de la commission des lois, M. Jean-Jacques Urvoas. Il s'agissait pour la délégation de dix élus de prendre un premier contact et d'évoquer avec lui les problématiques communales polynésiennes. Le rendez-vous sollicité avec Mme George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer, pour l'informer des différentes démarches entreprises

par les maires polynésiens s'est finalement tenu avec M. Jacques Witowski, son directeur de cabinet avec qui les discussions ont été fructueuses. Elles ont concerné notamment la modification du CGCT bien entendu, la mise en œuvre des dispositions concernant le transfert de fiscalité du Pays aux communes, la fonction publique communale et le dossier des communes associées.



Un premier contact a eu lieu avec M.J.-J. Urvoas, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale.





## LA VOIX DU MONDE COMMUNAL REPRÉSENTÉ ET ENTENDU

Qu'il s'agisse de prendre part en tant que membre d'une organisation locale, ultramarine ou métropolitaine à ses réunions, séminaires ou congrès, ou d'être présent au sein de multiples organismes locaux, le SPCPF donne une voix aux communes à de nombreux niveaux.

Le monde communal polynésien est représenté dans plusieurs organismes à travers le SPCPF. Dans certains d'entre eux, c'est le président du SPCPF (ou son représentant) qui en est membre de droit comme à la commission des centres de vacances et de loisirs (CCVL), et au conseil d'administration du GIE Tahiti Tourisme, ou encore au comité de la politique sectorielle de l'eau.

**TAHITI**  
TOURISME

Un ou plusieurs représentants de maires désignés par les instances du SPCPF sont invités à siéger au conseil d'administration de l'Etablissement d'achats groupés (1 maire), au collège des employeurs du Conseil d'administration de la Caisse de Prévoyance Sociale (1 titulaire et 1 suppléant), au haut comité territorial

### Le carrefour de l'emploi public à l'Université de Polynésie française

Le SPCPF était présent aux côtés de l'Etat et du Pays au Carrefour de l'emploi public qui s'est tenu sur le campus de l'université de Polynésie française. Un événement très apprécié des étudiants friands de conseils, les postes au sein des communes étant particulièrement convoités.

de l'éducation (3 maires), au comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française (1 représentant des communes) et à la commission des systèmes de vidéosurveillance de Polynésie française (1 représentant des maires). Par ailleurs, une délégation d'élus du SPCPF se rend tous les ans en métropole pour rencontrer leurs homologues français à l'occasion du

Congrès de l'Association des maires de France (voir photos légendes).



Le président du SPCPF a rencontré à l'occasion du 97<sup>e</sup> Congrès de l'Association des Maires de France en novembre 2014, ses homologues calédoniens : Alphonse Poinine de l'association des maires de Nouvelle-Calédonie (AMNC) ci-dessus et Eric Gay, président de l'association française des maires de Nouvelle-Calédonie (AFM).



## L'ADRESSAGE UN SÉMINAIRE SPÉCIFIQUE ÉTAT-COMMUNES

L'obligation réglementaire des communes de nommer les voies et numéroté les habitations n'est pas toujours aisée à mettre en œuvre. Mais cette lacune génère de réelles difficultés, notamment en matière de distribution du courrier et de sécurité, au risque d'entraîner la responsabilité de l' élu en cas de sinistre. Le SPCPF s'est donc naturellement mobilisé en organisant un séminaire sur la question.

Les manquements en matière d'adressage sont en particulier liés à l'absence d'un encadrement juridique clair et aux nombreux problèmes pratiques auxquels les communes se trouvent confrontées pour mener à bien ce travail. Face à ce constat et aux besoins qu'il soulève, en partenariat avec et à l'initiative de la subdivision administrative des îles du Vent, le SPCPF a organisé un séminaire de travail le 25 septembre 2014 qui a réuni près de 70 participants (liste en encadré). Une étude préalable menée par le SPCPF dressant un état des lieux des avancées des communes des îles du Vent sur cette question a justifié la démarche, six communes étant encore en phase de définition et mise en œuvre d'un projet d'adressage et sept en cours de réalisation.

Favorisant une méthode participative sous forme d'ateliers de travail en groupe et de table-ronde, le séminaire visait tout d'abord à informer maires, élus et agents communaux, mais aussi à définir les bases d'un projet d'études et de travaux au bénéfice de l'ensemble des communes. Et il a effectivement permis une reconnaissance de l'utilité pratique de l'adressage : il facilite le repérage et donc les déplacements, permet le recouvrement des redevances et impôts, et améliore la gestion des réseaux. D'autres intérêts ont été soulignés comme la valorisation de l'image de la commune. Les soutiens financiers et partenariats possibles (notamment OPT et services d'expertise du pays), d'aspects plus techniques comme les systèmes d'informations géographiques (SIG), les différents types de numérotation ont été abordés. Les difficultés majeures relevées restent la question du coût et du financement des opérations, mais aussi parfois de moyens humains et techniques disponibles, les choix de méthodes adaptées mais aussi de nom des servitudes souvent source de désaccords ou de mécontentements, la dégradation des panneaux ou encore l'incohérence entre l'existant (les plans) et la réalité du terrain. Les travaux de la table-ronde ont lancé les premiers jalons d'un projet plus global à construire et permettent d'envisager des suites favorables. Et l'intérêt que cette initiative a suscité chez les élus d'autres archipels laisse prévoir une action similaire en 2015.



Numéroter les habitations facilite la relation de la commune avec ses administrés.

### Une assemblée tripartite

Mobilisant 5 agents du SPCPF et un agent du CGF, le séminaire a réuni :

- 13 représentants des services de l'Etat (subdivision administrative des îles du Vent, direction de la réglementation et des affaires juridiques, direction de l'ingénierie publique, direction des interventions de l'Etat, direction de la défense et de la protection, trésorerie des îles du Vent et des archipels) ;
- 7 représentants du Pays (ministère de l'économie numérique, service de l'urbanisme, office des postes et télécommunications, service informatique du pays) ; et
- 44 représentants des 13 communes des îles du Vent (maires, élus des conseils municipaux, cadres communaux notamment directeurs généraux des services ou référents).







## UN PROGRAMME DEROULÉ AVEC SUCCÈS

### • Quels sont les différents types de formation proposés aux élus par votre département ?

La politique de formation repose sur un projet global annuel et pluriannuel répondant aux besoins de l'ensemble des communes adhérentes. Il s'agit de formations mixtes pour renforcer la complémentarité élus-cadres, de séminaires intra-communales ou par archipel pour favoriser la proximité et la formation par le partage de connaissances et d'expériences, ou encore de séminaires de délégués ou congrès visant tout autant la promotion que la formation.

### • Quels étaient les objectifs de cette année 2014 ?

Il s'agissait tout d'abord d'accueillir les nouveaux maires puis d'accompagner et préparer les nouvelles équipes à la mandature 2014-2020.

Nous avons donc proposé un programme d'actions consacré aux fondamentaux de la gestion communale et en application du CGCT. Nous avons également impulsé et réalisé des séminaires intra avec l'objectif de former au moins 16 conseils municipaux, et nous avons déroulé un programme spécifique pour les élus membres du comité syndical afin de les aider à se familiariser avec leur mission de délégué syndical au SPCPF. Enfin, il était question également d'identifier des élus disponibles et dotés de potentiel pour les préparer à devenir formateurs élus.

### • Comment s'est finalement déroulé ce programme ?

Avec succès !, et une participation importante des élus. Les formations dans les domaines fondamentaux de la vie communale avec l'objectif d'agir en priorité sur le fonctionnement des communes ont été particulièrement appréciées. Les séminaires intra-municipaux et les séminaires d'accueil des décideurs (maires et délégués SPCPF) ont été les moments phares de l'année.



*Ivana Surdacki, directrice générale adjointe, responsable du département de la formation des élus.*

### • Qu'est-ce qui qualifie le mieux votre département pour cette année 2014 ?

Des objectifs largement atteints avec une forte demande qui témoigne d'une évolution de l'approche formation par les élus.

## DES ÉLUS EN DEMANDE CROISSANTE DE FORMATION

### Une équipe technique très sollicitée

Cette année a particulièrement mobilisé l'équipe de direction (animation des séminaires intra des conseils municipaux) et un pool d'élus formateurs réduit à seulement 4 intervenants.

Le dispositif « formation » comprend :

- 1 chef de projet : la directrice adjointe
- 1 responsable sur secteur spécifique et intervenant occasionnel : le directeur
- 8 élus formateurs réduit à 4 depuis juin 2014.
- des partenaires et prestataires : CNFPT, CGF (conventions annuelles) et prestataires privés.

L'équipe de direction (directeur général et directrice adjointe) assure les formations (séminaires intra, séminaires thématiques et formations FPC) qui sont conçues en interne et sur mesure pour les communes.

Leur intervention directe dans les formations présente l'avantage d'être au contact permanent des élus et donc en prise avec la réalité communale mais aussi le handicap que ces interventions soient restreintes à leur disponibilité ainsi que le danger de les voir trop éloignés du service (42 jours de missions à l'extérieur pour le directeur et 41 pour la directrice adjointe).

**31** actions

**120** présences de maires

**653** stagiaires

**8 504** heures de formation

**19 830 058** coût de formation F cpf





## LA FORMATION PERÇUE COMME UN LEVIER D'ÉVOLUTION

La formation des élus municipaux est plus que jamais nécessaire à l'exercice de leurs nombreuses responsabilités. Le programme 2014 a constitué le point de départ d'un nouveau cycle de formations avec une priorité sur les fondamentaux de la gestion communale. Les demandes ont afflué, significatives d'une réponse adaptée à un véritable besoin.

L'offre de formation se construit avec la participation des élus eux-mêmes représentés par un comité de pilotage qui se réunit chaque année pour faire un bilan, proposer des orientations et dégager des priorités. Le type de public concerné, le nombre de participants envisagé, la thématique évoquée, le lieu de formation déterminent la forme privilégiée dans l'action de formation (formation classique, séminaires, rassemblement par archipel, groupes de travail, séminaires intra, etc.).

Les séminaires intra-conseil municipal, largement plébiscités par les nouveaux

### Répartition des formations par type de stagiaires et par thème.

Participants	Nbre	Heures
Maires	120	1632
Adjoints	261	3379
Conseillers	249	3347
Autres	23	146
Total	653	8 504



Mmes Juliana Faatahe et Bellinda Bambridge-Richer (à gauche sur la photo) ont assuré de nombreuses formations.

élus, ont permis de répondre en partie au déficit de connaissance du monde communal. En 2014, on constate une demande de formation croissante et plus exigeante. Plus de 500 candidatures ont été totalisées sur les formations (hors séminaires intra) dont une formation qui a comptabilisé plus 100 demandes pour 20 places et très peu de désistements. Les élus souhaitent des formations de proximité dans des domaines qui « collent » à leurs

projets. Ils aspirent dans le même temps à pouvoir agir sur l'évolution de l'institution communale et donc comprendre et maîtriser les enjeux juridiques et institutionnels (compétences des communes), financiers (code des marchés, fiscalité communale) et économiques (mutualisation, intercommunalité). La formation constitue en partie l'aide technique attendue pour assurer un portage efficace des dossiers.

Formations	Nbre	Heures
Séminaire intra	273	3822
Budget finances	70	1113
Développement durable	33	231
Gestion des services publics communaux	234	2 768
Management public	33	346
Congrès ACCDOM	5	84
Congrès AMF	5	140
Total	653	8 504

### Des contenus adaptés aux besoins des élus

Les thèmes abordés au cours des formations de l'année sont :

- la fonction publique communale avec un focus sur le thème de l'intégration des agents ;
- le budget,
- les responsabilités de la commune et du maire,
- la relation élus-cadres, auxquels s'est ajoutée une formation spécifique pour les délégués SPCPF concernant leur rôle et leur mission.

Prévu				Réalisé			
Actions	Stagiaire	Heures	Coût global	Actions	Stagiaire	Heures	Coût global
30	655	9 510	27 157 300	31	653	8 504	19 830 058
Taux de réalisation				103%	100%	89%	73%

## LE PROJET COMMUNAL AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS

C'est ce qui ressort du bilan des formations assurées au cours de l'année 2014 : le besoin d'une réponse ajustée à la conduite du projet communal par les élus.

Dans les grandes lignes, les points suivants soulignant les aspects qualitatifs du suivi des formations ont été particulièrement remarquables et méritent l'attention.

- Les élus viennent en formation avec l'objectif de mettre en œuvre leur projet.
- Ils font une différence entre formation sur les fondamentaux - comprendre et

connaître le monde communal - et les formations tournées vers l'aspect stratégique et décisionnel.

- Ils s'interrogent sur la relation de travail avec leurs cadres et les rôles respectifs de chacun.
- Ils sont « très attentifs » et préoccupés par les aptitudes techniques dans leurs communes et les performances de leurs services.
- Ils expriment une forte demande de proximité (lire page suivante).

La mission de l'élu communal est si spécifique, s'agissant notamment de la vision de l'avenir du développement des territoires communaux ou encore de la proximité à la population, que l'approche formation des élus doit être appropriée et différente de celle des agents. Les plans de formation doivent coller à la réalité de l'élu qui agit au quo-

tidien dans sa commune et nécessitent de ce fait un suivi important.

Par ailleurs, la montée en puissance des projets stratégiques liés à l'actualité communale (finances et fiscalité, marchés publics, révision du CGCT, intercommunalité...) et la demande de formation plus importante ne peuvent être ignorées.

Enfin, comme nous l'avons déjà souligné dans le chapitre précédent, les bilans conjoints du comité de pilotage des élus, du partenariat avec le CNFPT et le CGF ont mis en lumière un besoin. Le dispositif doit être développé par des actions nouvelles pour les élus et par un partenariat renforcé avec le CGF au travers des formations mixtes permettant d'accompagner les communes dans leurs projets.







### LA PROXIMITÉ APPRECIÉE ET PLÉBISCITÉE

La présence du SPCPF est de plus en plus sollicitée notamment par la réalisation des formations dans les communes.

Les séminaires intra-conseil municipal ou encore les séminaires thématiques pour les élus d'un archipel répondent à cette demande de proximité.

L'équipe de formation se rend alors sur place pour assurer la formation demandée. Il est plus difficile de satisfaire cette requête sur les formations classiques pour des raisons pédagogiques — cibler le bon élu à la formation qui correspond à son domaine d'intervention — mais également dans le souci et l'intérêt de réunir des élus des différents archipels.

Cette année, l'équipe a conduit 15 séminaires intra (voir carte pour leur répartition par commune en début de rapport) sur l'ensemble des demandes formulées par 27 communes : Teva I Uta, Nuku Hiva, Moorea, Tumaraa, Taïarapu Est, Makemo, Fakarava, Tahaa, Mahina, Huahine, Taputapuātea, Arutua, Hiva Oa, Manihi, Taïarapu Ouest (où se sont tenus ceux de 2014), Raivavae, Maupiti, Rimatara, Uturoa, Anaa, Gambier, Hao, Rurutu, Tureia, Papara, Arutua, Paea (pour les séminaires à venir de 2015).

### Des élus formateurs très impliqués

Les élus formateurs ont été mobilisés de manière importante et leur intervention est particulièrement appréciée et revendiquée notamment pour la parole de l'élue qui s'adresse à ses pairs, l'apport d'expérience afin de mieux illustrer l'intervention du technicien et le bilinguisme. Ce vivier d'élus formateurs est donc très important. En 2014, ils ont ainsi assuré 22 actions sur 32 !



Mme Pauline Niva, élue formateur, membre du conseil municipal de la commune de Faa'a, aux côtés de M. Cyril Tetuani.

15 séminaires intra

273 stagiaires

3 822 heures







# LA RESTAURATION SCOLAIRE DU PREMIER DEGRÉ À L'ÉTUDE

## UN DÉPARTEMENT EN DÉVELOPPEMENT

### • Quelle a été l'action principale du département restauration scolaire en 2014 ?

L'année 2014 s'est principalement concentrée sur la réalisation de l'état des lieux de la restauration scolaire publique du 1<sup>er</sup> degré en Polynésie française et la mobilisation des acteurs, au sens large, autour de la problématique d'amélioration globale du service. Les études précédentes (1997) avaient quant à elles porté sur la gestion et l'hygiène alimentaire ou consisté en des audits sur site mais pas généralisés comme ce fut le cas cette année.

### • Cet état des lieux vise quels objectifs ?

Il s'agit essentiellement de mettre en lumière les caractéristiques propres et les spécificités de la restauration scolaire en Polynésie française en termes de fonctionnement, de gestion et de satisfaction des demi-pensionnaires.

### • Les premiers résultats permettent-ils déjà de dégager des grandes lignes en termes de constat et éventuellement de projets d'actions ?

Aujourd'hui, nous bénéficions d'ores et déjà d'une visibilité plus précise sur les sites de restauration scolaire de l'ensemble du territoire - leur nombre ainsi que la répartition en régie communale et en gestion déléguée - mais surtout nous mesurons mieux l'ampleur du dossier. Même si nous avons pu également remarquer quelques améliorations, par comparaison avec les audits précédents, comme le port de la tenue professionnelle par exemple.

### • Quels sont les autres projets entrepris en 2014 en faveur de la restauration scolaire ?

Des projets transverses ont également été initiés sur des problématiques de fond concernant l'ensemble des communes qui disposent d'un service de restauration scolaire. Cette démarche ambitieuse, à terme, de mettre à disposition des communes des outils pratiques pour les aider dans la gestion quotidienne de leur service.

### • À quel stade ces outils en sont-ils ?

Des groupes de travail se sont réunis, et des supports ont été réalisés tels qu'une première trame de guide de tarification et une compilation de l'ensemble des textes réglementaires applicables à la Polynésie française.

### • Quelles perspectives cette année a-t-elle dessinées pour 2015 ?

Les actions 2014 ont permis à la fois de constater le besoin et en même temps de poser les premières bases d'une contractualisation des relations entre le SPCPF et les communes sollicitant notre accompagnement. Le département doit trouver une relation d'équilibre avec ses communes adhérentes pour une avancée efficace des projets en laissant à la commune l'autonomie qui lui revient dans la gestion de ces derniers.



Mihirangi Moeroa, chef de projet restauration scolaire.



**34** communes adhérentes





La question des coûts et des recettes de la restauration scolaire était au cœur des échanges de ce groupe de travail mixte, représentatif des communes des cinq archipels.

## LA MOBILISATION DES ACTEURS

Qu'il s'agisse des représentants de l'Etat ou du Pays, des élus ou des agents communaux, tous les acteurs sont désormais rassemblés autour de la question de la restauration scolaire du premier degré dans la cadre notamment de groupes de travail. Par ailleurs, le lien établi avec des professionnels métropolitains offre désormais une ressource et un soutien supplémentaire et de qualité à la compétence du SPCPF.

### Pour un guide de la tarification

La synergie du groupe de travail mixte (élus et gestionnaires) constitué de quatre communes s'est concentrée sur le service, les coûts et les recettes de la restauration scolaire. L'objectif principal de ce groupe est d'élaborer un guide pratique destiné à accompagner les communes dans la mise en place de leur politique tarifaire. Un premier constat : le tarif des repas repose principalement sur une décision prise et votée par les élus. La dimension du coût des repas est minimisée et l'analyse des coûts peu exploitée. Aussi, le périmètre du guide a été élargi à la gestion financière et à la

facturation. Deux problématiques qui devront être traitées séparément en 2015 selon qu'elles relèvent des agents ou des élus. De même, la collecte des délibérations communales sur la tarification et une étude comparative des prix se poursuivront en 2015.

### Le cadre réglementaire à la loupe

A ce jour, en Polynésie française, les seules références juridiques sont le CGCT et les textes relatifs à l'hygiène alimentaire pour la restauration scolaire du premier degré. De sorte que de nombreux vides existent en la matière. La problématique a été traitée en 2014 avec les services du Pays et de l'Etat ainsi qu'avec le monde communal. Une réunion de présentation du projet s'est tenue en fin d'année avec la direction de la Santé, la direction générale de l'Education et des enseignements et celle des Affaires sociales, le service du Développement rural, les subdivisions de l'Etat et la direction de l'Ingénierie publique. Les participants ont été conviés à un groupe de travail qui s'est penché sur le cadre réglementaire, point également abordé avec les agents communaux lors du réseau professionnel de la restauration scolaire, en partenariat avec le CGF. De ces premiers travaux, ressort la nécessité de créer un espace de documentation générale et des documents de syn-

thèse sur les textes en vigueur pour les rendre plus abordables. La réglementation en métropole étant plus étoffée, des outils de veille juridique ont été mis en place.

### Création d'un réseau d'experts métropolitains

Une mission de prospection en métropole en juin 2014 a été l'occasion pour le chef de projet d'enrichir ses connaissances (28<sup>e</sup> forum professionnel de la restauration scolaire et deux immersions en collectivités). Ce déplacement lui a surtout permis de constituer un réseau d'experts en «restauration collective» et de mettre en évidence des pistes d'amélioration pour le projet global en cours en Polynésie française. Suite à cette mission technique, il s'avère primordial de communiquer auprès du grand public pour mobiliser les acteurs publics, privés et la société civile sur le dossier de la restauration scolaire du premier degré ; et si possible d'envisager des missions sur la métropole pour les élus et les cadres des communes.

## DES ÉTUDES POUR UN PROJET GLOBAL

Face à la prévalence du surpoids et de l'obésité infantile, une préoccupation majeure de santé publique en Polynésie française, est de permettre aux services de restauration des établissements scolaires du premier degré de produire et de distribuer des repas dans le respect des normes en vigueur. Contribuer à une amélioration passe, dans un premier temps, par une collecte d'informations de qualité et spécifiques au contexte polynésien sur le terrain.

Afin de définir des recommandations pertinentes à proposer aux communes et manager au mieux les ressources disponibles, il fallait s'assurer de maîtriser les problématiques qu'elles vivent au quotidien. Par ailleurs, le manque de données techniques claires rendait la mise en place de projets transversaux difficiles. Ainsi, en 2014, il a été décidé de dresser un état des lieux global de la restauration scolaire des écoles publiques du premier degré. Ce projet, déployé à l'échelle du territoire, a été rendu possible grâce à une mutualisation de moyens avec les institutions du Pays au travers des partenariats établis avec le ministère de la Santé et le ministère de l'Education. Trois directions complémentaires ont été retenues.

Tous les aspects et acteurs clés de la restauration scolaire ont ainsi pu être pris en compte grâce à :

- des audits des sites de production et de distribution (167 sites), dans toutes les communes adhérentes (31) ou non à la compétence, des subdivisions des Australes, des îles du Vent, des îles Sous-le-Vent et des Marquises (les Tuamotu-Gambier étant audités en 2015) ;
- un questionnaire complémentaire destiné aux gestionnaires afin de compléter les audits en particulier sur le volet budgétaire ;
- et une enquête de satisfaction auprès des enfants demi-pensionnaires par l'envoi de 8 997 questionnaires à 149 établissements scolaires répartis dans 42 communes. Les élèves de 125 écoles ont répondu.

Les rapports d'audits essentiellement consacrés au fonctionnement du service, à l'hygiène réglementaire et à l'évaluation des risques potentiels ont été restitués dans les communes fin 2014. Le rapport final de l'enquête de satisfaction a été synthétisé et les premiers résultats figurent pages suivantes. Une analyse globale sera produite en 2015. Elle servira de support pour la définition du projet global de la compétence restauration scolaire du SPCPF.

A ces enquêtes se sont ajoutés les déplacements du chef de projet dans les communes pour une évaluation plus qualitative et personnalisée des problématiques rencontrées sur le terrain.



167 audits de sites

31 communes auditées en 2014

8 997 questionnaires envoyés pour l'enquête de satisfaction

149 établissements scolaires concernés par l'enquête (sur 160 en Polynésie)

40 communes servent des repas sur 42 dotées d'un service de restauration scolaire







## L'ÉTAT DES LIEUX LES PREMIERS RÉSULTATS

Les premiers résultats des audits tenus dans 31 communes (hors Tuamotu-Gambier qui se tiendront en 2015) et ceux de l'enquête de satisfaction auprès de l'ensemble des demi-pensionnaires du premier degré en école publique livrent un panorama de la restauration scolaire sur le territoire. La complexité du dossier se reflète en particulier dans les modes de gestion hétéroclites.

Ainsi, sur l'ensemble des 48 communes de la Polynésie française, les modes de gestion de la restauration scolaire se répartissent comme suit :

- 21 communes gèrent leur service en régie communale,
- 12 communes ont délégué la gestion de service à une fédération ou association,
- 1 seule commune est en délégation de service public,
- 3 communes ont adopté une gestion mixte ou qui diffère selon le site de distribution,
- 3 communes sont en cours de changement de mode de gestion,
- 8 communes n'opèrent pas ou plus de service de restauration scolaire (aux Tuamotu).

Subdivision	Nombre de communes	Nombre de sites
Australes	5	11
Iles du Vent	13	95
Iles Sous-le-Vent	7	41
Marquises	6	20
Total	31	167

### LES AUDITS DES SITES EN 2014

Réalisée dans 31 communes (toutes sauf celles des Tuamotu-Gambier), adhérentes ou non à la compétence du SPCPF, grâce à un partenariat avec la direction de la Santé, la première tranche de l'état des lieux s'est déroulée d'avril à octobre 2014.

#### Le mode d'organisation dans les 31 communes auditées est le suivant :

- 18 communes disposent d'une cuisine centrale,
- 1 commune a délégué la production de ses repas,
- 10 communes ont des cuisines autonomes,
- 4 ont choisi des modes d'organisation mixte.

#### Les jours de production présentent plusieurs variantes :

- un peu moins de la moitié produisent des repas 4 fois par semaine (tous les jours sauf le vendredi)

majoritairement aux îles du Vent et aux îles Sous-le-Vent,

- environ un tiers fournit des repas 5 fois par semaine principalement aux Tuamotu-Gambier et Iles-du-Vent,
- les autres n'en préparent que 3 fois par semaine (les longues journées uniquement), surtout aux Australes et aux Marquises.



Une amélioration remarquée sur les sites : les mesures d'hygiène sont désormais particulièrement respectées.

### L'ENQUÊTE DE SATISFACTION AUPRÈS DES ENFANTS

La problématique de l'étude était quantitative et les principaux objectifs étaient de mesurer en particulier la satisfaction des enfants demi-pensionnaires et leurs attentes à l'égard de la cantine. *In fine*, 36 des 40 communes servant des repas et 125 des 149 écoles concernées et interrogées ont participé à l'enquête soit 7 278 élèves dont 7 104 demi-pensionnaires. Trois niveaux ont été choisis : SG, CE1 et CM2. Les résultats de l'enquête pointent du doigt le bruit dans les cantines scolaires et le goût des repas.

Les attentes souhaitées par les enfants pour leurs cantines sont principalement non alimentaires. « Moins de bruit », « l'amélioration du confort et de la décoration » et « un personnel encadrant plus gentil » font partie des quatre premières réclamations, celle de varier les plats arrivant en troisième position. Le gaspillage alimentaire également abordé au cours de l'enquête reste une problématique complexe faisant intervenir plusieurs paramètres : la qualité des repas, l'environnement, etc.

Il ressort avant tout de l'enquête un certain contentement des enfants.

Ont répondu à l'enquête

**7 278** élèves

**125** écoles publiques du premier degré

**36** communes

**85,2%** des élèves estiment que la cantine en général, c'est « super » ou « bien »

**82,8%** des enfants déclarent que les repas de la cantine sont bons







## L'ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNES

Des missions sur site ont été réalisées dans les communes adhérentes à la compétence pour s'assurer de la concordance des actions actuelles et à venir du SPCPF avec leurs problématiques.



## LA PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX

En 2014, le chef de projet s'est déplacé à Nuku Hiva, Taputapuatea, Teva I Uta, Rimatara et Huahine initiant les réflexions d'un travail collectif sur des thématiques communes telles que les conséquences de l'éloignement et les difficultés d'approvisionnement, le fait qu'elles soient tributaires des affrètements par voie maritime ainsi que le manque de compétences spécifiques sur l'île. Les communes ont fait part de leur souhait d'un accompagnement technique et juridique sur les points stratégiques de leur service de restauration scolaire (mode de gestion, politique d'achat...). Ce partenariat, encore trop limité à des demandes ponctuelles, bénéficiera de la clarification du rôle du SPCPF au travers de son projet global.

La promotion des produits locaux est une démarche dans laquelle s'est lancé le ministère de l'Agriculture avec le concours de ses services. Le SPCPF joue un rôle de relais et tente de valoriser les projets et bonnes pratiques des communes. Au travers de groupes de travail, ont été pointées des difficultés pour l'introduction des produits locaux dans les cantines scolaires, notamment liées au conditionnement conséquent (épluchage, mise sous vide, etc.). Reste également à établir le lien entre les demandes des communes et l'offre actuelle existante en Polynésie française.

## Pour l'exemplarité, le projet potager du SPCPF

Thème d'une journée de communication interne, un projet « potager » a démarré au sein même du SPCPF afin de partager avec l'ensemble du personnel les valeurs du développement durable exigées auprès de nos communes adhérentes. La longévité du projet reposera sur l'intérêt suscité auprès de l'ensemble des employés. Par ailleurs, la compétence restauration scolaire s'engage à servir, lors de ses actions avec les communes, des denrées locales (produits polynésiens ou issus des producteurs de l'île).



Mihirangi Moeroa en pleine discussion avec deux élus de la commune de Teva I Uta.







## UNE ANNÉE MARQUÉE PAR...

### • En termes d'actions, quelles sont les principales missions du département et qu'en a-t-il été concrètement en 2014 ?

Les missions principales du département de l'eau portent sur les études et maîtrises d'œuvre (lire page 40) et le conseil et l'assistance aux communes en matière d'adduction d'eau potable. Avec la nouvelle mandature, nous avons conduit des missions de présentation du département Eau potable auprès des nouveaux conseils municipaux. Le projet PAPE (partenariat pour la potabilité de l'eau) se poursuit dans les communes des îles hautes (lire pages 36-37). La nécessité de mettre en œuvre des projets stratégiques du département (accompagnement à la maîtrise foncière, sensibilisation des élus aux enjeux du service public de l'eau potable, modification des textes...) a été mise en évidence. Mais surtout, un séminaire « Eau potable aux Tuamotu » a rassemblé seize maires sur les dix-sept et a permis de faire passer un message fort aux partenaires institutionnels (lire page 39).

### • Qu'est-ce qui a marqué le département de l'eau en 2014 ?

Le développement du département avec l'arrivée de trois nouvelles recrues, un ingénieur hydrogéologue et deux techniciennes « BTS métiers de l'eau » ont permis de renforcer l'équipe. Un travail d'optimisation de l'organisation a été effectué avec une meilleure définition du suivi d'activités, des réunions de coordination et d'animation d'équipe, la décision de créer deux secteurs en 2015, une meilleure identification de la stratégie du département. Un élu délégataire, M. Frédéric Teriatetoofa, a été désigné pour la compétence eau potable. Et deux comités de pilotage Eau potable se sont tenus. Le démarrage d'un projet global pour les Tuamotu favorise des contacts plus assidus avec ces communes. Et des communes, avec qui le partenariat n'était jusqu'à présent pas très actif, ont formulé des demandes de réalisation de schémas directeurs : Arutua, Makemo, Hao, Rapa, Tureia.

### • Quelle est la valeur ajoutée du comité de pilotage ?

Le comité de pilotage de l'eau est assez récent puisqu'il n'existe que depuis



Marie-Laure Lai Koun Sing, directrice du département Eau potable.

2013. Il constitue un espace de débat et de définition des orientations, précieux pour notre équipe dans la mesure où il nous permet de prioriser et de clarifier notre organisation en adéquation avec les besoins des communes (lire page 37).

### • Quelles sont les difficultés principales que vous rencontrez sur le terrain ?

Le foncier reste le point bloquant de plusieurs projets. Qu'il s'agisse de régulariser la situation foncière d'ouvrages anciens ou de répondre pour la réalisation des nouveaux chantiers à l'exigence des bailleurs de fonds.



**31** communes adhérentes

**15** partenariats actifs

**16** partenariats en cours de définition

**23** projets en cours

## DE L'EAU POTABLE PARTOUT





## PARTENARIAT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU LE PROJET PAPE

Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre de la mission conseil et assistance du département, vise à mettre en place une véritable gestion du service de l'eau potable et à en produire. Dans ce contexte, le SPCPF a proposé aux communes un **PA**rtenariat pour la **P**otabilité de l'**E**au, dit projet PAPE. Ce programme a commencé en 2006 avec deux communes pilotes : Huahine et Rimatara puis s'est étendu à 6 (Tahaa, Taputapuata, Tubuai, Tumarāa) puis 10 communes (Rurutu, Teva I Uta, Ua Huka, Ua Pou).

Dans le cadre du projet PAPE, l'équipe technique s'emploie à :

- mettre à disposition les moyens nécessaires au projet ;
  - définir une politique communale, commerciale et tarifaire de l'eau ainsi qu'une politique de communication auprès de la population ;
  - optimiser le service hydraulique pour plus d'efficacité ;
  - former les agents sur l'exploitation, l'entretien et la maintenance, les règles d'hygiène et de sécurité, ainsi que le fonctionnement d'un réseau hydraulique.
- Le projet est basé sur :
- la formation-action (sur site) sur les procédures avec mise en application immédiate ;
  - la formation plus théorique assurée par le CGF sur la santé et la sécurité au travail, le management et la planification ;
  - les comités de pilotage entre élus et techniciens pour suivre et évaluer le projet (lire page suivante « une nouvelle dynamique »).

**La phase 1** est en cours dans les communes de Rurutu, Teva I Uta, Ua Huka et Ua Pou. Un accent a été mis en 2014 sur l'optimisation de l'organisation (management) des services communaux. Un suivi de l'audit organisationnel réalisé par un prestataire en 2013, a été mis en



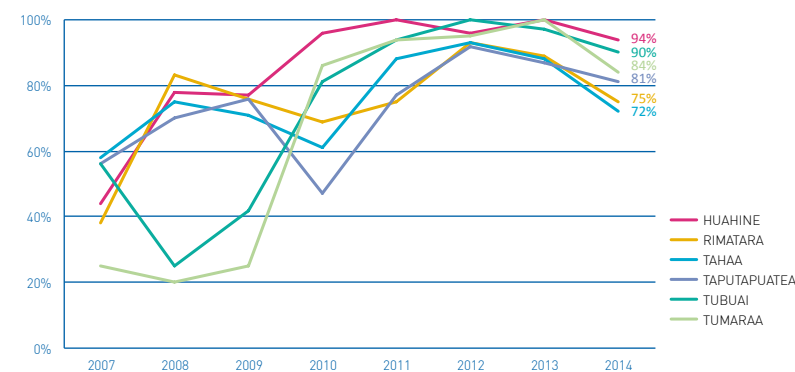
De nouvelles communes ont intégré le projet PAPE.

place à travers un séminaire commun pour ces 4 « nouvelles » communes qui s'est tenu en septembre, et au moins une mission de suivi pour chacune d'elles. Par ailleurs, plusieurs missions techniques doublées d'une assistance téléphonique constante ont été menées sur le terrain par l'équipe du SPCPF. Les résultats en termes de potabilité tardent à se concrétiser dans ces communes, trois d'entre elles n'étant toujours pas équipées d'installations de chloration suite au retard pris dans la construction de ces ouvrages.

**La phase 2** est consacrée à la maintenance des stations de pompage (armoires électriques, anti-bélier,

télésurveillance), au suivi des forages et à l'amélioration du rendement des réseaux. Elle a concerné en 2014 les communes de Huahine, Rimatara, Tahaa, Taputapuata, Tumarāa et Tubuai, partiellement pour certaines, entièrement pour d'autres.

On constate une baisse importante du taux de conformité des 6 communes historiques du projet PAPE. La phase 1 du projet a mis l'accent sur la potabilité de l'eau, elle prévoyait une « période d'autonomie » qui a démarré en août 2012. Un relâchement en matière de gestion du service de l'eau a été constaté dans la plupart des communes. (Voir le détail des projets en annexe).



Évolution du taux de conformité dans les communes PAPE.

### Une nouvelle dynamique

2014, année de renouvellement des équipes municipales, a vu la confirmation du comité de pilotage Eau potable du SPCPF ainsi qu'une nouvelle dynamique avec l' élu délégataire. C'est un partenaire essentiel qui s'est saisi des dossiers et a bien compris les enjeux des actions du SPCPF mais également de l'interaction avec les communes. C'est un relais en tant qu' élu auprès des communes qui permet une complémentarité dans le respect des limites d'intervention du syndicat. En principe, le comité de pilotage composé d'un élu et d'un agent par archipel, donc plus restreint que le comité syndical, permet de débattre posément des orientations du département de l'eau potable. Cette année, le comité a donc établi une feuille de route sur trois mandatures offrant ainsi à l'équipe du département une vision à long terme des défis à relever et a également défini les grandes lignes de cette mandature et de l'année 2015. Le comité se réunit généralement deux fois par an : à mi-parcours pour dresser le bilan des mois précédents et en fin d'année pour valider les orientations de l'année suivante.

Il existe aussi un comité de pilotage par commune du projet PAPE auquel un membre de l'équipe du département s'efforce de participer sur site ou par téléphone selon une fréquence trimestrielle. Il s'agit alors de comités plus opérationnels réunissant les différents intervenants sur les projets en cours : ouvrier, chef hydraulique, régisseur, comptable, chef de service technique, responsable des espaces verts, directeur général de service, etc. Il est alors question de faire le point sur ce qui était prévu, a été réalisé ou non, et pourquoi, d'évaluer les moyens disponibles ou non et d'établir les nouvelles prévisions.

### Poursuite des autocontrôles

Les autocontrôles continuent dans 9 communes, soit plus de 28 000 usagers concernés. Ils sont essentiels au fonctionnement des réseaux d'eau, ce sont eux qui permettent de déterminer la potabilité de l'eau.



M. Frédéric Teriatetoofoa, élu délégataire à l'eau potable s'est bien saisi des dossiers.



**Armoire de commande** (ou de pompage) : centre de commande et de sécurisation des pompes de forage, doté de voyants indiquant l'arrêt, le défaut ou la marche des pompes.

**Anti-bélier** : système utilisé pour protéger les canalisations. C'est un dispositif destiné à amortir l'onde de choc appelée coup de bélier, provoquée par la fermeture rapide d'un robinet ou d'une vanne, ou de démarrage d'une pompe.

**Chloration** : processus d'ajout de chlore à l'eau comme méthode de désinfection pour la rendre propre à la consommation humaine. La chloration permet de limiter la présence de bactéries, de virus et de certains contaminants. Elle a un effet rémanent c'est-à-dire qui dure dans le temps.

**Politique commerciale et tarifaire** : politique décidée par une commune en matière de « commercialisation » de l'eau. Elle comprend entre autres la définition des tarifs de vente de l'eau, des règles de coupure d'eau pour non paiement, de dégrèvement pour les abonnés en difficultés financières, d'étalement des dettes en matière d'eau ainsi que la communication auprès de la population.

**Potabilisation** : action permettant de produire de l'eau potable à partir des eaux naturelles. Le traitement nécessaire dépend fortement de la qualité de la ressource. Il varie aussi avec le niveau d'exigence et les normes appliquées, différentes suivant les pays.

**Station de pompage** : station servant à pomper l'eau.





## LE CAS PARTICULIER DES TUAMOTU

La distribution d'eau potable aux habitants de Polynésie française a été peu encadrée pendant de longues années. Les communes des Tuamotu ont souvent laissé leurs habitants gérer eux-mêmes leurs approvisionnements grâce notamment à des citernes individuelles de récupération d'eau de pluie. Mais la législation a transféré en 2004 toutes les compétences en matière d'eau potable aux communes puis en 2008, les a obligées à mettre en place un service de l'eau potable avant le 31 décembre 2015. Une obligation qui semble impossible à remplir pour ces communes regroupant souvent quelques centaines d'habitants répartis sur plusieurs atolls isolés. Cette réalité a été rappelée haut et fort aux partenaires institutionnels à l'occasion d'un séminaire organisé par le SPCPF réunissant les communes de l'archipel (lire page suivante). Une occasion de mesurer les ajustements possibles de la réglementation à l'égard de leur cas spécifique.

### Un système adapté aux besoins et aux situations

Même s'il semble contraignant à beaucoup d'élus, le CGCT laisse de très

grandes marges de manœuvre aux communes pour remplir leurs obligations en fonction de leurs spécificités. Le texte explique que le système mis en place doit rester adapté aux besoins et aux situations. Tant que les habitants d'une commune sont effectivement approvisionnés en eau potable en quantité suffisante, peu importe comment la commune s'y prend. Réseau hydraulique, citerne de distribution ou point d'eau unique sur un atoll : si la solution technique est adaptée à la situation de la commune et qu'elle n'a pas un coût exorbitant pour les habitants, elle peut être retenue. Malgré tout, les sommes à mobiliser restent importantes. Pour les Tuamotu, le SPCPF estimait en 2009 les investissements nécessaires à 2 milliards de F CFP, pour des coûts de fonctionnement de 300 millions de F CFP par an. Cela représente une redevance de 4 500 à 7 500 F CFP par famille et par mois, ce qui n'est pas anodin dans un budget d'ilien. Pour essayer d'atténuer la facture de l'usager, il existe cependant plusieurs dispositifs autorisés par le CGCT.

### Équilibrer le budget : des communes exemptées

Du côté financier, un point juridique est indispensable à connaître. Les communes de moins de 10 000 habitants sont exemptées de l'obligation d'équilibrer le budget de l'eau. Les

mêmes communes peuvent directement prendre à leur charge une partie des coûts « consécutifs aux investissements, au fonctionnement et aux renouvellements nécessaires à la fourniture des services » pour diminuer la redevance payée par leurs administrés. Elles peuvent aussi pratiquer des tarifs distincts au sein même de leur territoire lorsque les conditions de distribution de l'eau sont très différentes. Mais une redevance reste obligatoire : pas question de distribuer gratuitement de l'eau aux habitants. Il faut aussi que les factures incluent au moins une partie proportionnelle à la consommation.

En revanche, l'établissement du budget de l'eau répond à des règles beaucoup plus strictes, qui varient en fonction de la taille de la commune. Les plus petites (moins de 500 habitants) seront soumises à des obligations minimales, qu'elles pourront encore réduire en organisant leur service de l'eau sous forme de régie simple. Les communes les plus peuplées devront de leur côté respecter toutes les dispositions du CGCT sous peine d'exposer leur responsabilité administrative. La tâche qui attend les communes peut paraître lourde, mais la loi leur laisse heureusement de nombreux choix pour créer leur service de l'eau. Il appartient aux conseils municipaux de trouver les solutions les plus adaptées aux besoins de leurs administrés.

## UN SEMINAIRE QUI SONNE L'ALARME

Face à la problématique de l'eau potable aux Tuamotu confrontés notamment à l'approche de la date butoir à cette époque, le SPCPF a pris l'initiative de réunir les maires et les secrétaires généraux des communes de l'archipel ainsi que des représentants de l'Etat et du Pays. Une rencontre qui a pointé un état des lieux et qui a permis de se faire entendre.

Environ un tiers des communes des Tuamotu a mis en place un service d'eau potable (dont seule une moitié fonctionne réellement) ; le deuxième tiers a réalisé son schéma directeur ; pour le troisième tiers, tout reste à faire. L'ensemble des communes des Tuamotu-Gambier adhèrent à la compétence optionnelle Eau potable du SPCPF, et de nombreuses communes ont demandé au syndicat d'intervenir dans ce domaine. Le 7 août 2014, ce séminaire qui a réuni plus de 70 participants (dont 53 représentants élus et agents de 16 communes des Tuamotu, les président, premier vice-président du SPCPF, 3 du syndicat intercommunal à vocation multiple des Tuamotu-Gambier, 3 de l'Etat, 2 du Pays et 9 agents du SPCPF) visait à recueillir leur point de vue sur les services d'eau potable aux Tuamotu, à donner des informations

aux élus et agents sur les aspects juridiques et techniques mais aussi la vision du SPCPF et les réalités de délais (à savoir 4 ans, du schéma directeur à la mise en service des installations).

### Des élus démunis et irrités

Les débats et groupes de travail, riches en échanges et explications, ont permis de faire entendre aux institutionnels l'irritation de maires démunis en ressources (en eau douce, en moyens financiers de sa population et en subventions) et confrontés à une réglementation vécue comme injuste et surtout leurs besoins de réponses claires à des questions qui sont restées lettre morte depuis 2005 : quel volume d'eau potable doit être distribué ? Quel mode de distribution ? Comment faire financer ? L'objectif principal pour eux reste un service d'eau potable qui minimise les coûts pour l'usager. Conscients des nécessités sanitaires et financières liés au fonctionnement du service, les élus sollicitent le SPCPF pour mener un bilan des travaux déjà réalisés aux Tuamotu (retour d'expérience), effectuer des formations et informations auprès des élus pour mieux sensibiliser la population aux enjeux ainsi qu'un accompagnement des agents pour une maîtrise des actions d'exploitation. Enfin, unanimement, élus et agents ont exprimé leur souhait d'une révision des contraintes juridiques imposées (notamment concernant l'échéance de 2015 et les normes de potabilité).



Unité de potabilisation de l'eau de pluie par filtration.



## Des documents finalisés

Le SPCPF met à la disposition des conseils municipaux deux documents de référence pour les éclairer sur leurs obligations et les façons d'y répondre. Le premier est « Gestion de l'eau : Les réponses à vos questions », qui rassemble des réponses directes à des questions pratiques. Le second s'intitule « Gestion de l'eau : Analyse des textes juridiques relatifs à l'eau potable ». Il analyse en profondeur les différents règlements et lois que la commune doit respecter pour se conformer à ses obligations en matière d'eau potable. Dans ces documents se trouvent un rappel des différents textes applicables, le détail du partage des responsabilités entre le maire et la commune, ainsi que des ressources traitant des différents cas particuliers dont celui des Tuamotu. Y sont également développés les moyens permettant d'atténuer la facture des administrés.

## Perspectives au sein du département

Deux secteurs vont être créés au sein du département : îles hautes/ îles basses et deux ingénieurs et un technicien supplémentaires seront recrutés.



Le recueil d'eau de pluie demeure une pratique des habitants des Tuamotu largement répandue.





## DES ÉTUDES ET DES CHANTIERS EN PARALLÈLE

Des études de fond, à mener sur un long terme, telles que la recherche d'une filière de traitement des eaux de rivière, le vieillissement des forages se poursuivent en parallèle du projet PAPE.

Les 17 études concernées en 2014 dans 13 communes ont couvert :

- la recherche de filière de traitement des eaux de surface avec la poursuite de quelques analyses d'eau. La suite de l'étude est en attente de la construction du filtre à sable lent de Raivavae afin de réaliser des analyses en sortie de cet ouvrage ;
- le suivi du vieillissement des forages d'eau souterraine (Rimatara, Tumaraa) ;
- l'amélioration des captages d'eau à Ua Huka ;
- l'état de l'existant du schéma directeur de Teva I Uta. La réalisation de cette étude connaît un certain retard du fait que le schéma directeur est à refondre entièrement, et de la décision de faire de la recherche en eau (nouvelles zones de production) suite aux problèmes fonciers ;

**Eau potable** : L'eau ne se trouve jamais à l'état pur (H<sub>2</sub>O). Elle contient toujours des éléments minéraux et organiques ou encore des microorganismes. L'eau potable est une eau dont on considère, selon les normes de qualité, qu'elle peut être bue, cuite ou utilisée à des fins domestiques et industrielles sans danger pour la santé. Elle peut être distribuée à partir de bouteilles, du robinet et dans l'industrie, à partir de citernes. L'eau potable fait souvent l'objet de traitements préventifs variés. Du point de vue réglementaire, elle est déclarée potable lorsqu'elle respecte une norme de potabilité (paramètres chimiques, pH par exemple, paramètres microbiologiques, présence de coliformes (bactéries)).

**Forage d'eau** : Un forage est un trou creusé dans la terre ; l'équipement du trou, tel les tubages, et de manière générale les moyens techniques permettant de creuser varient

en fonction de son dimensionnement et de ses objectifs. On fore pour explorer et/ou exploiter le sous-sol.

**Réseau AEP** : Réseau d'eau potable aussi appelé Adduction d'eau potable (AEP) comprend l'ensemble des installations permettant d'amener l'eau, depuis sa source à travers un réseau de conduites, vers les lieux de consommation, entre autres : station de pompage, station de chloration, réservoir de stockage, réseau de distribution, compteurs d'eau.

**SDAEP ou schéma directeur** d'adduction en eau potable : il s'agit d'études construites sur plusieurs phases : phase 1 état de l'existant, phase 2 projet technique : feuille de route en matière de travaux d'équipement hydrauliques (forages, captage, réservoir, réseau de distribution, pose de compteurs, etc.), phase 3 dossier de financement : chiffrage des travaux, demande de subvention).

• la rédaction des dossiers de financement pour travaux divers (rénovation des compteurs individuels à Ua Pou, chloration).

Sept demandes d'études ont été formulées courant 2014 par les communes suivantes : Huahine, Rapa, Tumaraa pour les îles hautes, Arutua, Hao, Makemo, Tureia pour les Tuamotu.

Les 12 maîtrises d'œuvre sur 11 communes :

- le suivi des marchés de Raivavae pour la rénovation de l'adduction en eau potable (AEP) Sud. Les démarches administratives (instruction du permis de terrasser a été très longue) ont causé un retard important ;
- pour les appareils de télésurveillance de Hauti, ainsi que pour les Gambier, les maîtrises d'œuvre ont été reportées à 2015 suite à l'obtention tardive (fin 2014) des financements ;
- quelques travaux de rénovation ont été réalisés à Tubuai et à Teva I Uta ;
- les deux appels d'offres pour la construction d'un 2<sup>e</sup> réservoir à Tevaitoa et pour la rénovation des ponceaux à Tumaraa ont été publiés, les marchés notifiés par la commune. Plusieurs autres travaux sont toujours en attente de financement.

**Ponceaux** : Les ponceaux sont des ouvrages aménagés sur un cours d'eau en vue d'en permettre le franchissement. Par similitude, en hydraulique, on désigne par « ponceau » la canalisation permettant de franchir un ponceau.

**Réservoir** : stocke l'eau, permet de mettre en pression le réseau et offre un temps de contact suffisant pour la désinfection de l'eau.

**Télésurveillance** : système de surveillance à distance qui peut appeler un agent en cas de panne, reçoit les informations propres à influencer sur l'arrêt ou la marche des pompes de forage ou de chloration.

**Traitement de l'eau potable** : ensemble de techniques qui consistent à purifier l'eau pour transformer les eaux naturelles en eau potable.







## 2014... LA CHASSE AUX « BOGUES »

### • En quoi consiste le travail de la compétence informatique du SPCPF ?

Distribuer aux communes et assister les agents sur les logiciels de gestion communale développés par nos deux partenaires éditeurs, ainsi que leur fournir les conditions techniques nécessaires au bon fonctionnement des logiciels sont au cœur des missions de la compétence informatique du SPCPF. Pour ce faire, notre équipe de 5 techniciens assure les études et la maîtrise d'œuvre des parcs informatiques et systèmes d'exploitation de 40 communes et de 11 structures intercommunales conformément à leurs besoins. Elle supervise le dispositif de maintenance et accompagne les communes dans l'utilisation de l'environnement informatique, grâce à un service de hotline, ainsi que l'administration du réseau informatique du SPCPF.

### • Que retenir-vous plus particulièrement de cette année 2014 ?

Deux missions techniques importantes ont permis de dresser le bilan du partenariat entre le SPCPF et l'éditeur de logiciels A.GE.D.I. ainsi que de déterminer de nouvelles perspectives d'évolution pour renforcer ce lien entre nos deux établissements (lire page 45).

### • Et dans les grandes lignes, qu'en est-il des actions et projets du département au cours de l'année ?

L'importante mise à jour du logiciel de comptabilité et de paie pour coller aux dernières évolutions réglementaires a été menée à bien. L'assistance informatique est opérationnelle, avec un taux de résolution constant et appréciée par les collectivités (lire page 44). L'accompagnement des communes « en danger » au niveau de l'environnement informatique (c'est-à-dire quand plus rien ne fonctionne ou presque)



Noébert Tupea, directeur du département informatique.

s'est accompli correctement, la mission assurant par exemple la remise en service de l'ensemble des machines dans deux communes qui avaient subi des incidents importants (serveurs de communication paralysant le fonctionnement de certains services communaux). Enfin, pour nous faciliter la tâche, nous avons jugé primordial de sensibiliser les communes et leurs agents à l'importance de la sauvegarde informatique (lire page 47).

### • Quelles sont les perspectives qui se dessinent à présent ?

Le département a été consolidé par le recrutement d'un technicien systèmes et réseaux, ce qui nous permet d'envisager une gestion de l'équipe sur le long terme. Une réflexion a été entamée sur ce point en vue d'une réorganisation pour une meilleure qualité de service. Enfin, nous nous sommes employés à stabiliser l'infrastructure des serveurs du SPCPF, source de nombreux dysfonctionnements ces deux dernières années, et qui nous offre désormais une baisse des périodes d'indisponibilité lors d'incidents majeurs. Par ailleurs, pour un pilotage plus efficace des projets d'étude, une méthode de conduite de

projet informatique a été définie durant l'année, à tester au sein même du SPCPF, pour formaliser et contractualiser nos démarches à l'avenir dans l'ensemble des communes. L'idée étant de cerner au mieux leurs besoins et de s'en tenir à l'étude qui permettra d'y répondre dans les conditions optimales. Dans le même esprit, l'étude du standard informatique communal au niveau technique (serveur et micro-informatique) a été initiée en 2014 pour une fin des travaux prévue en 2015, dans le but d'uniformiser le parc informatique des communes sur le long terme et de bénéficier d'une « maquette standard » qui facilitera grandement nos futures interventions.

**178** logiciels distribués

**51** bénéficiaires  
40 communes et 11 intercommunalités

**38** communes adhérentes

**5** techniciens

## DES PRESTATIONS ET DES OUTILS INFORMATIQUES





## LES RÉSULTATS VISIBLES DE L'ASSISTANCE AUX COMMUNES

Depuis début 2010, le SPCPF dispose d'un service de hotline qui permet une réelle proximité avec les utilisateurs des logiciels distribués et une grande réactivité aux difficultés auxquelles ils sont confrontés dans leur travail quotidien. Ce service d'accompagnement aux communes couvre toutes les problématiques liées à l'informatique (les logiciels comme l'environnement). Les résultats attendus sont bien visibles. Son activité est constante même si le département s'emploie toujours à optimiser le service pour améliorer sa performance.

### Des assistances de groupe

L'installation et l'accompagnement spécialisé sur les logiciels « métiers » ont été pleinement assurés pour le compte du syndicat Fenua Ma (ex-SMO qui a pris le relais de la SEP) dans le cadre du démarrage de son activité en avril 2014. Mais également en interne au SPCPF suite au recrutement de nouveaux agents au service gestion et moyens, la compétence informatique était présente pour leur garantir la prise en main des logiciels spécifiques à leur activité quotidienne.

Objet de l'intervention	Année 2014
Log. M14 (gestion)	197
Log. GF (gestion)	188
Log. GRH	104
Log. Paie	98
PC	61
Log. Eau	53
Logiciel métiers (général)	50
Log. Electricité	41
Mail	37
Log. Facture	35
Département info + SPC	32
Log. Population	27
Imprimante	25
Internet	19
Réseau	12
Log. Bureautique	8
Serveur	8
Log. Lanceur	4
Sauvegardes	4
Antivirus	3
Logiciels (tous)	2
Assistance EI	1
Log. Rôle	1
<b>Total</b>	<b>1 010</b>

**1 010** demandes d'intervention  
**94%** de résolution



Tamatoa Guerry, administrateur d'applications métier et les agents du SMO Fenua Ma.

## DES COOPÉRATIONS PRODUCTIVES POUR DES LOGICIELS ADAPTÉS

Permettre aux communes de disposer d'une bibliothèque de logiciels à jour, innovants, adaptés à l'organisation et au fonctionnement de leurs services est une préoccupation du département. Pour qu'ils soient évolutifs selon les besoins des communes, les nouvelles réglementations et les améliorations des environnements informatiques ainsi que faciles à utiliser, le SPCPF fait appel depuis 2002 à deux prestataires, éditeurs de logiciels : CEGID (ex-CIVITAS) pour les logiciels de comptabilité et de paie des communes de plus de 10 000 habitants et A.GE.D.I. pour tout le reste (lire encadré).

### Une collaboration confortée

Le SPCPF a élargi son offre de service à d'autres logiciels et finalement adhéré à A.GE.D.I. pour le compte de ses 46 communes en vue d'une coopération durable. Ce projet prioritaire pour le département informatique a révélé la nécessité de renforcer ce partenariat entre les deux établissements et d'assurer sa pérennité afin d'appréhender dans les meilleures conditions possibles la distribution et l'assistance de logiciels métiers pour les communes polynésiennes. Ainsi, en 2014, deux rencontres avec les experts d'A.GE.D.I. en métropole et une tournée de deux d'entre eux sur site en Polynésie, ont permis de dresser un état des lieux de

l'utilisation des logiciels, des difficultés rencontrées ainsi que d'entamer une réflexion sur les conditions du partenariat à long terme. Ce travail se poursuivra en 2015 par la mise en œuvre du plan de résolution des incidents identifiés et l'élaboration d'un programme d'amélioration des logiciels.

### Un logiciel renouvelé installé avec succès (CEGID)

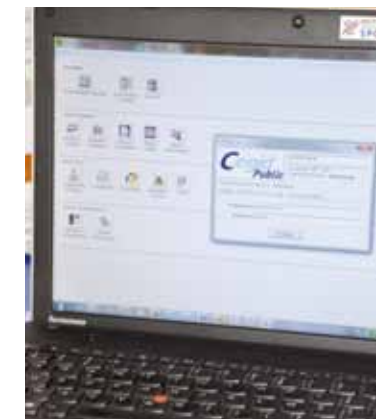
L'éditeur CEGID a livré de nouvelles versions applicatives du logiciel CIVITAS suite à des évolutions réglementaires importantes en matière de gestion comptable telle que l'évolution des titres de recette, et dans le domaine de la paie comme la nouvelle configuration de la contribution de solidarité territoriale (CST). La compétence informatique a installé ces nouvelles versions après validation lors des phases de test. Le déploiement des nouvelles versions a été réalisé avec succès (en deux mois contre six précédemment) chez les dix utilisateurs du logiciel (communes de plus de 10 000 habitants) : Paea, Hitia'a O Te Ra, Teva I Uta, Taputapuata, Tuma-ara, Uturoa, Tahaa et Bora Bora, Taiarapu Ouest... et le SPCPF.

### Répartition des logiciels

Cinquante et une structures (40 communes et 11 intercommunalités) bénéficient de 178 logiciels distribués selon une répartition 2 à 7 logiciels chacun, leur permettant de gérer le budget (log. GF, M14), les ressources humaines (log. GRH, Paie), les factures (log. eau, électricité, facture), les listes électorales (population) et l'état civil.



Le président d'A.GE.D.I., M. Jean-Pierre Martin (au centre de la photo), entouré de M. Cyril Tetuanui et des maires polynésiens.



### A.GE.D.I. – CEGID, nos partenaires éditeurs

L'Agence de Gestion et de Développement Informatique (A.GE.D.I.) est un syndicat intercommunal français qui conçoit et développe des logiciels dédiés notamment aux communes dont la strate de population est proche des communes polynésiennes. Ils concernent la gestion des budgets, la comptabilité et la paie (adaptée à la nomenclature M14 spécifique aux communes), les élections (production de listes électorales, cartes d'électeurs, etc.), la population et l'état civil (actes de naissance, de résidence, banque de données de la population), la facturation (au forfait pour les ordures ménagères, la publicité, les cantines scolaires, etc., et au compteur pour l'eau et pour l'électricité). La Compagnie européenne de gestion par l'informatique décentralisée ou CEGID Group est une société spécialisée dans l'édition de logiciels de gestion et de systèmes d'information pour les entreprises et les entrepreneurs. Les logiciels de comptabilité et de paie, anciennement édités par CIVITAS désormais absorbé par le groupe CEGID, sont adaptés aux besoins des communes de plus de 10 000 habitants (10 communes polynésiennes sont concernées).



## Ariitihoni - ÉPISODE 2 - King of sauvegarde



### LA VISIOCONFÉRENCE UNE EXPÉRIENCE À DÉVELOPPER

Jusqu'à présent toutes les réunions organisées par le SPCPF demandaient la présence physique de chaque participant. Les possibilités de l'informatique ayant fortement évolué, le département informatique du SPCPF a réalisé la première visioconférence communale ouvrant ainsi de nouvelles perspectives.

Afin d'éviter des déplacements inter-iles qui engendrent des frais importants pour une réunion relativement brève, et compte tenu des nouvelles technologies et de la qualification des

agents du département informatique du SPCPF, celui-ci a décidé d'organiser une première réunion de travail sous la forme d'une visioconférence. Au préalable, afin que la réunion soit efficace, l'équipe a réalisé des études puis des tests en réel avec des sites éloignés : Fatu Hiva, Tubuai et Tumaraa.

La visioconférence présente beaucoup d'avantages et peu d'inconvénients. Elle évite les déplacements souvent onéreux pour quelques heures de réunion, et constitue un gain de temps considérable car elle ne monopolise les agents que le temps de la connexion. En contrepartie, ce dispositif implique un investissement pour l'achat de licences et de matériel comme des webcams et micros et bien sûr un abonnement internet. Un investissement rapidement

amorti par rapport au coût d'un déplacement. Simple à installer et à utiliser, l'application est très sécurisée : le canal d'envoi des données utilise une technique de chiffrement basée sur des échanges de clés garantissant totalement la protection des données entre les deux ordinateurs. Le seul inconvénient du dispositif : il dépend de la stabilité de la connexion internet. La visioconférence peut être interrompue ou subir des ralentissements en cas de coupure de réseau ou si les débits sont faibles.

#### Principales études et maîtrises d'œuvre réalisées en 2014

Le projet de renouvellement des licences antivirales dans deux communes identifiées en 2013 a été mené par la mission « environnement informatique ». La réalisation des opérations a suivi en 2014.

Deux communes ont subi des incidents importants au niveau des serveurs de communication, paralysant le fonctionnement de certains services communaux lors de l'envoi de messagerie électronique. Le département a assuré la remise en service de l'ensemble de ces machines. Dans deux autres communes, le renouvellement des serveurs a été retardé suite notamment à l'apparition de nouveaux besoins mais sont reportés à 2015.



Larry Langy, Noébert Tupea, Tania Ayo et Ariirau Reid ont testé la visioconférence dans les locaux du SPCPF.

### LA SAUVEGARDE INFORMATIQUE EN CAMPAGNE

Début 2014, la compétence informatique du SPCPF a entamé une campagne de sensibilisation des communes, et plus particulièrement des agents communaux travaillant sur les logiciels distribués par le SPCPF, à la nécessité de sauvegarder régulièrement leurs données informatiques. Cette opération conditionne grandement le retour à de bonnes conditions de travail en cas de « crash » du système informatique. Elle a été identifiée comme une priorité du département en matière de communication et s'est déclinée en un dépliant et une bande dessinée sous la forme d'un comic strip porté par un personnage fictif : Ariitihoni.

Si les communes ne font pas de sauvegardes, la perte de données peut avoir des conséquences importantes. En cas de bogue, de mauvaise manipulation, d'attaque virale, de dysfonctionnement du système, il est impossible de revenir rapidement à un état de travail correct. Pourtant, la commune est responsable de ses données. En cas de perte de celles-ci, le service devra procéder à un rattrapage manuel - lorsque c'est possible - avec une perte de temps considérable. Pour pouvoir assurer ses missions dans les meilleures conditions, les communes doivent sauvegarder régulièrement leurs données informatiques. Le SPCPF



Ariitihoni est la nouvelle mascotte du département informatique au cœur d'une opération de communication.

avait déjà produit un dépliant pour les sensibiliser sur ce point en répondant à quatre questions et y a ajouté une campagne de communication lancée sous la forme d'un « comic strip », mettant en scène un personnage fictif, « Ariitihoni », traitant la problématique sous l'angle de l'humour. Agent un peu tête en l'air, souvent distrait, Ariitihoni oublie régulièrement de faire ses sauvegardes. Ces étourderies l'amènent à quelques déconvenues. Son chef, personnage dessiné uniquement sous forme de bulle, ne désespère pas mais est plus souvent exaspéré et l'exprime par sa phrase : « E HOA TIHONI ! »

Les aventures d'Ariitihoni ont été envoyées par mail tous les deux mois environ aux maires, directeurs généraux des services et aux utilisateurs des logiciels distribués par le SPCPF. Objectif : permettre aux utilisateurs de prendre conscience des conséquences que peut engendrer l'absence de sauvegarde des données informatiques dans la commune et leur rappeler de réaliser et vérifier leurs sauvegardes régulièrement. Le retour des collectivités est positif, confortant l'idée de développer de nouveaux moyens de communication adaptés au public communal.

## Ariitihoni - ÉPISODE 3 - Du pain sur la planche







## DES ACTIONS ET DES SUPPORTS DE COMMUNICATION

### DES ACTIONS D'ACCUEIL POUR NOUVEAUX ÉLUS

Les élections municipales de mars ont donné un rythme tout à fait particulier à l'année 2014. Le premier trimestre, correspondant à la toute fin de la mandature, a été marqué par un intérêt grandissant des médias à l'approche du scrutin. Ensuite, les objectifs et les actions de communication du département ont en grande partie porté sur les enjeux liés à l'arrivée et l'installation des nouvelles équipes au sein du SPCPF, ainsi qu'à l'accompagnement du président dans ses relations avec les médias. Enfin, le suivi et le conseil en matière de communication des projets au sein du SPCPF ont par ailleurs été au cœur des activités du service.

Événement essentiel dans la vie du SPCPF, l'accueil de la nouvelle équipe dirigeante (comité syndical, président, bureau) est une mission majeure de la direction du SPCPF. Le département communication a été assez largement sollicité pour faciliter l'accomplissement de cet objectif. Cette démarche a nécessité d'une part la réactualisation de supports existants et la création de nouveaux supports spécifiques (lire page suivante). Ces événements touchant le SPCPF ont été d'autre part largement médiatisés. Les retombées dans la presse écrite et audiovisuelle ont contribué à renforcer la notoriété du SPCPF, à faire connaître son nouveau président et à évoquer les enjeux auxquels sont confrontées les communes dans l'exercice de leurs compétences. Au cours des derniers mois de l'année, l'actualité politique (élection du président de la Polynésie française puis de nouveaux sénateurs) a été riche et mouvementée. Elle s'est notamment traduite dans les médias par l'appropriation par ces nouveaux acteurs de thématiques et de dossiers traditionnellement suivis par le SPCPF : dates butoirs relatives à l'eau potable et à l'assainissement des eaux usées contenues dans le CGCT, finances et fiscalité des communes, fonction publique communale.



*Le nouveau président du SPCPF a été présent dans les médias dès le moment de son élection ainsi qu'à l'occasion du séminaire des délégués.*



### Une neutralité à préserver

Paradoxalement, le SPCPF a été absent lors de l'évocation de ces sujets dans les médias, et globalement insuffisamment opportuniste. Les déclarations des uns et des autres auraient pourtant permis de rebondir et ainsi d'alimenter le débat public sur ces questions qui touchent en premier lieu le monde communal. Cette réalité comporte plusieurs dimensions liées en particulier aux relations qu'entretiennent les élus du bureau syndical avec les autorités du pays et les parlementaires, et à l'affirmation de la neutralité du SPCPF. Cela a mis en évidence la nécessité pour les instances dirigeantes du SPCPF d'assumer clairement et sans ambiguïté leur

rôle de porte-parole du monde communal polynésien.

En dehors du contexte particulier de l'année évoqué ci-dessus, le plan d'action du département communication a été mené dans la continuité de l'évolution entamée en 2012 : la recherche de l'équilibre dans le soutien aux départements pour le volet « communication » de leurs actions respectives. L'accent a été mis sur la compétence restauration scolaire vivant une montée en puissance avec l'arrivée d'un chef de projet depuis le milieu de l'année 2013.





## DES SUPPORTS REACTUALISÉS

Le travail d'édition est une fonction première du département communication. Il comprend l'élaboration de nombreux supports, de leur conception à leur réalisation, avec le soutien d'agences spécialisées et vise tout autant à soutenir l'objet même du SPCPF, la promotion de l'institution communale, qu'à conforter les actions du département. 2014 n'a pas fait exception donnant lieu à la création ou au renouvellement de plusieurs de ces outils de communication.

### Des ajustements nécessaires

- Le document bilingue « La commune pour un service public de qualité », notamment pour ce qui concerne la FPC a été réédité et fait désormais cas des évolutions réglementaires.
- Les Roll Up institutionnels ont été repensés, et leurs visuels modernisés.
- La pochette institutionnelle a été refondue pour prendre en compte les éléments graphiques issus du nouveau logo.

### Des nouveautés appréciées

- La plaquette institutionnelle : entièrement refaite, elle est désormais bilingue. Cette présentation générale du SPCPF en quatre volets a été distribuée à l'ensemble des délégués syndicaux ainsi qu'aux équipes municipales rencontrées à l'occasion des séminaires intra. Elle permet d'avoir une vision rapide de l'organisation et du fonctionnement du SPCPF.
- Le calendrier des actions 2014 et l'offre de formation à destination des élus ont été sensiblement améliorés avec des textes en reo maohi.
- Le rapport d'activité de l'année écoulée, comprenant également un bilan de la mandature. L'édition a comporté l'insertion d'un CD-ROM avec l'ensemble des rapports d'activité édités durant la mandature (2008-2013).
- L'agenda de l'année 2015 a constitué une opération particulièrement importante. Ce support initié en 2011 connaît

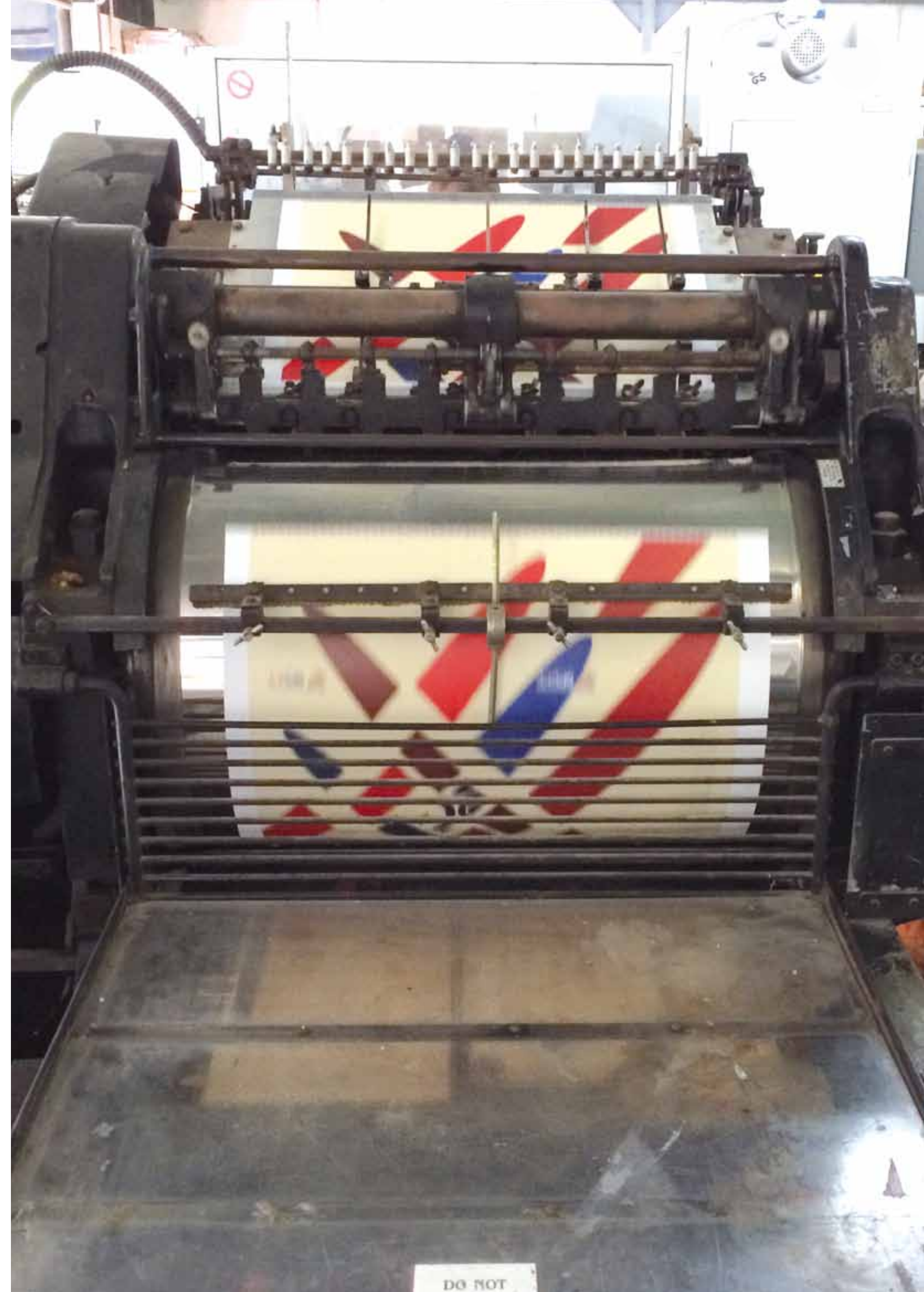
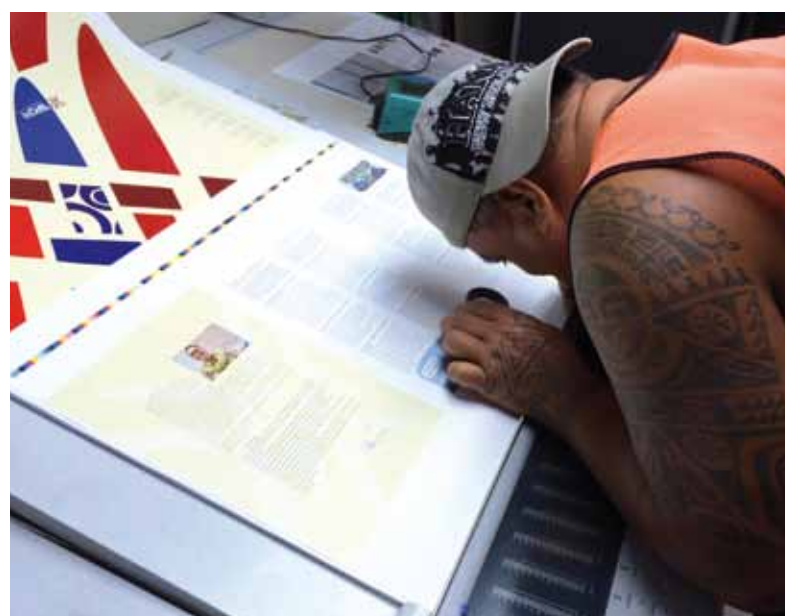


Ronan Gloaguen, directeur du département communication.

un succès grandissant. Imprimé à 1 600 exemplaires, il est destiné prioritairement aux conseillers municipaux des communes adhérentes mais est diffusé bien au-delà de ce cadre strict. En dehors de son utilité objective de gestion du temps, il est considéré par ses lecteurs comme une source fiable d'information sur le SPCPF et un outil de promotion des communes polynésiennes.

### Des délais écourtés

Une difficulté de l'année a résidé dans le raccourcissement des délais de réalisation de ces supports, les décisions finales de mise en œuvre des actions devant être prises par la nouvelle équipe dirigeante au moment de sa prise de fonction, à la fin du second trimestre de l'année.







# LE COMPTE ADMINISTRATIF 2014

## BILAN FINANCIER

La présente note aborde successivement l'exécution budgétaire au regard des prévisions, l'équilibre général et le détail des différents chapitres de la section de fonctionnement et de la section d'investissement. Le compte administratif constitue le bilan financier de l'année écoulée. Il comprend plusieurs paramètres :

- résultat de l'exercice par section ;
- résultat reporté ;
- restes à réaliser.

A l'issue de l'ensemble de ces opérations se dégage le résultat de clôture de l'exercice. Cette étape est suivie de l'affectation du résultat pour équilibrer la section d'investissement si nécessaire, et du calcul du montant du report qui sera inscrit au budget 2015. Le présent document constitue un bilan comptable.

Le budget 2014 s'élevait en dépenses (fonctionnement + investissement) à 369 335 918 F CFP contre 366 376 069 en 2013. Ce budget était donc stable après le transfert de la compétence « formation des personnels communaux » opéré en 2012 au Centre de Gestion et de Formation (CGF), l'année 2013 ayant été la première année pleine sans formation du personnel.

### Résultat de l'exercice

> Section de fonctionnement

- Dépenses : 246 042 378 F CFP contre 248 926 709 F CFP réalisés en 2013
- Recettes : 236 099 008 F CFP contre 239 619 264 F CFP réalisés en 2013
- Résultat : -9 943 370 F CFP
  - ◇ Résultat antérieur N-1 : 60 911 584 F CFP
  - ◇ Résultat de clôture : **Excédent : 50 968 214 F CFP**

> Section d'investissement

- Dépenses : 2 587 525 F CFP contre 17 434 774 F CFP réalisés en 2013
- Recettes : 7 506 321 F CFP contre 15 077 903 F CFP réalisés en 2013
- Résultat : 4 918 796 F CFP
  - ◇ Résultat antérieur N-1 : 21 221 977 F CFP
  - ◇ Résultat de clôture : **Excédent : 26 140 773 F CFP**

### Résultat reporté

Le compte administratif total, en intégrant le résultat reporté de 2013 (fonctionnement + investissement) s'élève donc à :

- Dépenses : 248 629 903 F CFP
- Recettes : 325 738 890 F CFP
- Résultat : 77 108 987 F CFP

### Restes à réaliser

Les restes à réaliser en investissement s'élèvent à :

- Dépenses : 4 424 659 F CFP
- Recettes : 0 F

### Balance générale

- Fonctionnement : 50 968 214 F CFP
- Investissement : 26 140 773 F CFP







## ANALYSE DE LA SECTION FONCTIONNEMENT

Le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2014 affiche un déficit de 9,9 MF CFP. En intégrant l'excédent de fonctionnement des années antérieures qui s'élève à 60,9 M F CFP, celui-ci s'élève au 31 décembre 2014, à la somme de 51,0 MF CFP.

### Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement de l'exercice 2014 s'élèvent à 297,0 MF CFP soit un taux de réalisation de 89,3 % par rapport aux prévisions. Ce montant intègre l'excédent de fonctionnement reporté des années antérieures.

Ces recettes proviennent principalement des contributions, des subventions du FIP, et enfin de l'excédent de fonctionnement.

### Répartition par catégorie de recettes

#### • Chapitre 002

Ces réalisations ne sont que des écritures budgétaires sans émission de titres de recettes.

#### • Chapitre 013

Ce chapitre regroupe les remboursements des indemnités journalières et cotisations de la CPS relatifs aux arrêts maladie du personnel du SPCPF.

#### • Chapitre 70

Ce chapitre concerne exclusivement en 2014 les recettes du département informatique vis-à-vis des collectivités non adhérentes.

#### • Chapitre 74

Ce chapitre s'élève à 229,6 MF. Il est alimenté par :

- les contributions des communes adhérentes pour 205,44 MF CFP,
- les subventions de l'Etat et du FIP pour les différentes compétences pour 24,1 MF CFP.

Il est précisé que pour les subventions FIP budgétées sur 2014, aucun versement n'a pu être demandé en raison de la réunion tardive du CFL en novembre 2014.

#### • Chapitre 77

Ce chapitre concerne en 2014 la reprise d'une partie du rattachement effectué en 2013, celui-ci s'étant avéré trop important.

### Ventilation par nature des recettes de fonctionnement

Chapitre	Désignation	Prévisions (F CFP)	Réalisations (F CFP)	% des Réalisations
002	Excédent de fonctionnement	60 911 584	60 911 584	100 %
13	Atténuations de charges	1 700 000	116 262	6,8 %
70	Produits services, du domaine & ventes div.	1 500 000	3 030 000	202,0 %
74	Dotations, subventions & participations	268 575 009	229 558 029	85,5 %
77	Produits exceptionnels	0	3 394 717	
Total fonctionnement		332 686 593	297 010 592	89,3 %



### Ventilation par nature des dépenses de fonctionnement

Chapitre	Désignation	Prévisions (F CFP)	Réalisations (F CFP)	% des Réalisations
023	Virement à la section d'investissement	529 027	0	0 %
011	Charges à caractère général	131 880 466	70 165 803	53,2 %
012	Charges de personnel	172 859 000	159 461 120	92,2 %
65	Autres charges de gestion courante	17 411 779	7 873 578	45,2 %
66	Charges financières	2 500 000	1 035 556	41,4 %
68	Dotations aux amortissements	7 506 321	7 506 321	100,00%
Total fonctionnement		332 686 593	248 926 709	74,76 %

### Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses globales de fonctionnement s'élèvent à 246,0 MF CFP sur 332,7 MF CFP inscrits soit un taux de réalisation de 74 %.

### Répartition par catégorie de dépenses

#### • Chapitre 023

Le virement à la section d'investissement n'a pas donné lieu à résultat. On verra ci-après qu'aucune affectation du résultat n'est nécessaire, la dotation aux amortissements suffisant très largement à alimenter la section de fonctionnement.

#### • Chapitre 011

Les charges à caractère général représentent un volume financier de 70,2 MF CFP et détiennent un taux de réalisation de 53,2 %. Elles correspondent aux dépenses courantes de fonctionnement telles que l'achat de fournitures de bureau, l'entretien, la maintenance du patrimoine (bâtiment, véhicules de service, matériel, mobilier, etc.), l'électricité, le téléphone, l'achat de formations auprès de prestataires, les assurances, les frais de transport des élus, des agents du SPCPF, etc.

Ce taux de 53 % s'explique :

- par des efforts de gestion dans toutes les compétences,
- par le report sur 2015 des études budgétées à la compétence eau potable.

#### • Chapitre 012

Les charges de personnel avec 159,5 MF CFP réalisés soit 92 % des prévisions.

Elles se détaillent comme ci-après :

- 107,9 MF CFP pour les salaires du personnel permanent et 12,8 MF CFP pour les salaires du personnel en CDD,
  - 31,3 MF CFP pour les charges patronales,
  - 6,6 MF CFP correspondent à la rémunération des formateurs,
  - 2,8 MF CFP pour les cotisations au CGF.
- Au 31/12/2014, le SPCPF emploie 26 agents, dont 1 poste à mi-temps.

#### • Chapitre 65

Sur ce chapitre ont été mandatées les indemnités de fonction du Président et des Vice-présidents, les cotisations à l'IRCANTEC, les indemnités de déplacement des élus lors des missions et les actions de maintenance / assistance logiciels à CEGID et AGEDI. Les charges de gestion courante s'élèvent à 7,8 MF CFP, soit un taux de réalisation de 45 % par rapport aux prévisions.

#### • Chapitre 66

Le chapitre 66 enregistre les intérêts relatifs à la ligne de trésorerie contractée auprès de la Banque SOCREDO. Pour 2014, ils s'élèvent à 1 MF CFP soit un taux de réalisation de 41 % par rapport aux prévisions. Ce montant traduit la difficulté de trésorerie venant des retards de paiement des communes, mais aussi la volonté par la mobilisation de lignes de trésorerie de payer aux plus vite les fournisseurs.

#### • Chapitre 68

Le chapitre 68 enregistre les dotations aux amortissements, obligatoires, même si le besoin en investissement ne le justifie pas pour l'année en cours.

### Évolution des résultats

La section de fonctionnement génère un excédent de 50 968 214 F CFP.

Il avait été décidé de ne pas alourdir les charges des communes par une augmentation des cotisations, compte tenu de la difficulté financière de certaines communes, de l'excédent cumulé antérieur, mais aussi de la volonté en fin de mandature de permettre à la nouvelle équipe de prendre les décisions d'évolution pour la nouvelle mandature. Les contributions des communes adhérentes ont donc été stabilisées.

Le résultat de l'exercice en section de fonctionnement de la totalité des compétences est excédentaire, à l'exception de la restauration scolaire pour laquelle le défaut de versement du FIP 2014 a été préjudiciable.







## ANALYSE DE LA SECTION INVESTISSEMENT

Le résultat de clôture de la section d'investissement 2014 affiche un solde positif de 4,9 MF CFP. Ajouté à ce résultat, l'excédent de l'exercice antérieur de 21,2 MF CFP permet de disposer d'un résultat de clôture excédentaire de 26,1 MF CFP.

### Les recettes d'investissement

Les 28,7 MF CFP de recettes d'investissement réalisées proviennent :

- de l'excédent d'investissement reporté pour 21,2 MF CFP ;
- de la dotation aux amortissements pour 7,50 MF CFP.

Elles représentent un taux de réalisation de 78,4 % par rapport aux prévisions, le défaut de réalisation provenant là encore du défaut de versement du FIP 2014.

### Les dépenses d'investissement

Le montant des mandats émis pour l'année 2014 s'élève à 2,6 MF CFP, soit une réalisation faible de 7,1 %.



Ce faible taux a 2 raisons :

- une obligation d'amortir qui a produit un transfert vers la section d'investissement sans besoin réel,
- la non réalisation d'achat pour l'eau potable, le défaut d'attribution du FIP en 2014 ayant obligé à reporter ceux-ci.

### Évolution des résultats

L'excédent global d'investissement est de 26,1 MF CFP, traduit non pas un défaut de réalisation mais l'obligation d'amortir et donc d'avoir une réserve pour l'avenir.

Au 31/12/2014 :

- Le résultat reporté de 2013 fait apparaître un excédent de 21 221 977 F CFP.
- Le résultat de clôture présente un excédent de 26 140 773 F CFP.
- Les restes à réaliser présentent un solde de 4 424 659 F CFP.

En cumulant les deux sections, le résultat affiche un excédent pour toutes les compétences, sauf pour la restauration scolaire pour la raison exposée plus haut. Il est proposé d'inscrire en report l'excédent constaté qui sera repris lors du budget 2015 et affecté suivant les besoins.

## COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER DES ÎLES DU VENT, DES ARCHIPELS ET DES AUSTRALES

Le compte de gestion du trésorier est un document de synthèse qui rassemble tous les comptes mouvementés au cours de l'exercice, accompagné des pièces justificatives correspondantes.

Le compte de gestion répond à deux objectifs :

- justifier l'exécution du budget,
- et présenter l'évolution de la situation patrimoniale et financière de la collectivité.

La concordance des résultats du compte de gestion et du compte administratif pour l'exercice 2014 a été constatée.

## LA TRÉSORERIE

Au 31/12/2014 la trésorerie était de 7,2 MF.

Les titres de recettes relatives aux contributions des communes adhérentes ont été émis en trois temps :

- 1/3 avant le vote du budget,
- 1/3 après le vote de ce dernier en avril et un dernier,
- 1/3 en septembre.

L'objectif de ce procédé est double :

- d'une part, maintenir notre trésorerie en début d'année, sans trop mobiliser la ligne de trésorerie,
- et d'autre part, permettre aux communes de payer leur contribution en 3 fois dans l'année, et donc d'éviter de faire trop baisser leur propre trésorerie.

Cette situation de trésorerie positive a été rendue possible par la mobilisation de la ligne de trésorerie (40 MF) et par un excédent en début d'année de 82 MF CFP. Il convient cependant de ne pas oublier les difficultés persistantes de paiement par les communes de leurs contributions. Au 31/12/2014, les restes à recouvrer s'élevaient à près de 80 MF CFP.

C'est le maintien de l'excédent à près de 77 MF CFP qui permet d'avoir une trésorerie positive.

## LA RÉPARTITION PAR COMPÉTENCE L'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Les statuts du SPCPF imposent le suivi des comptes du syndicat, compétence par compétence. Vous trouverez ci-après un tableau donnant l'état des dépenses réalisées compétence par compétence, et celui de l'administration générale.

Ces éléments, ainsi que ceux relatifs aux recettes permettent d'établir un tableau récapitulatif global des résultats par compétence. Ce tableau est une aide aux prises de décisions pour l'affectation du résultat. Il fait apparaître un résultat de fonctionnement de 56 968 214 F CFP et d'investissement de 26 140 773 F CFP. Il a été proposé d'inscrire ces excédents au budget 2015.

### Conclusion

Avec un excédent global de 77,1 MF CFP, le SPCPF garde une marge de manœuvre pour l'année 2015, même si cette marge a baissé de 5 MF CFP en une année. Il faudra cependant ne pas perdre de vue la nécessité d'analyser la situation compétence par compétence.

Cet excédent global s'explique toujours par des efforts de gestion en interne mais également au niveau des actions. Il constitue de fait, dans un climat financier communal très difficile, une réserve de trésorerie et/ou d'actions non négligeable. Cependant, son devenir peut faire débat car cet excédent est en baisse constante.

## TABLEAUX RÉCAPITULATIFS

On trouvera ci-après les tableaux récapitulatifs permettant d'estimer la situation comptable du SPCPF, globalement et par compétence.

On notera que le deuxième tableau conduit à ne pas prévoir d'affectation de résultat pour l'investissement.

Section de fonctionnement		
Chapitre	Libellé	Total
Dépenses		
11	Charges à caractère général	70 165 803
12	Charges de personnel	159 461 120
65	Autres charges de gestion courante	7 873 578
66	Charges financières	1 035 556
68	Dotations aux amortissements	7 506 321
Total des dépenses de fonctionnement		246 042 378

Recettes		
13	Atténuations de charges	116 262
70	Produits du service du domaine et ventes diverses	3 030 000
74	Dotations et participations	229 558 029
77	Produits exceptionnels	3 394 717
2	Excédent de fonctionnement	60 911 584
Total des recettes de fonctionnement		297 010 592

Section d'investissement			
Opération	Libellé	Total	Restes à réaliser
Dépenses			
20081	Acquisition Matériel Administration générale	1 914 405	4 424 659
20083	Acquisition Matériel Eau potable	570 228	
20095	Acquisition Matériel Restauration Scolaire	102 892	
Total dépenses d'investissement		2 587 525	4 424 659

Recettes			
Opération non ventilable			
1	Excédent d'investissement Reporté	21 221 977	
28	Amortissement	7 506 321	
Total recettes d'investissement		28 728 298	0





Résultat par compétence - Affectation des résultats + Restes à réaliser

Section d'investissement	A.G.	Elus	Promotion	Rest. scol.	AEP	Informatique	Total
Total budget 2014	8 177 503	7 434 438		172 733	10 081 532	10 783 119	36 649 325
Dépenses							
Réalisé	1 914 405			102 892	570 228		2 587 525
Restes à réaliser	4 424 659						4 424 659
Déficit antérieur							0
Total	6 339 064	0	0	102 892	570 228	0	7 012 184
Recettes							
Réalisé	3 026 292	1 107 280		77 268	508 988	2 786 493	7 506 321
Restes à réaliser							0
Excédent de fonctionnement capitalisé							0
Excédent antérieur	5 151 211	6 327 158		95 465	1 651 517	7 996 626	21 221 977
Total	8 177 503	7 434 438	0	172 733	2 160 505	10 783 119	28 728 298

% réalisation Dépenses (y compris RAR)	77,52%			59,57%	26,39%		24,41%
% réalisation Recettes (y compris RAR)	100,00%	100,00%		100,00%	21,43%	100,00%	78,39%

Section de fonctionnement	A.G.	Elus	Promotion	Rest. scol.	AEP	Informatique	Total
Total budget 2014	81 910 754	64 415 456	40 718 859	18 711 768	78 157 094	48 712 662	332 626 593
Dépenses							0
Réalisé	71 040 410	32 133 580	27 646 622	14 221 386	61 011 668	39 988 712	246 042 378
Déficit 2013							0
Total réalisé	71 040 410	32 133 580	27 646 622	14 221 386	61 011 668	39 988 712	246 042 378
Recettes							
Réalisé	70 494 686	47 877 018	16 035 567	366 673	58 535 667	42 789 397	236 099 008
Excédent 2013	10 422 026	885 663	25 346 857	8 045 932	8 963 876	7 247 230	60 911 584
Total réalisé	80 916 712	48 762 681	41 382 424	8 412 605	67 499 543	50 036 627	297 010 592

% réalisation Dépenses	86,73%	49,88%	67,90%	75,76%	78,06%	82,09%	73,96%
% réalisation Recettes	98,79%	75,70%	101,63%	44,82%	86,36%	102,72%	89,28%

% réalisation Dépenses (fonct. + inv)	85,89%	44,72%	67,90%	75,61%	69,79%	67,21%	68,52%
% réalisation Recettes (fonct. + inv)	98,90%	78,21%	101,63%	45,32%	78,95%	102,23%	88,20%

Besoin de financement	0	0	0	0	0	0	0
Résultat de fonctionnement 2014	9 876 302	16 629 101	13 735 802	-5 808 781	6 487 875	10 047 915	50 968 214
Autofinancement	0	0	0	0	0	0	0
Excédent de fonctionnement 2014	9 876 302	16 629 101	13 735 802	-5 808 781	6 487 875	10 047 915	50 968 214
Résultat d'investissement 2014	6 263 098	7 434 438	0	69 841	1 590 277	10 783 119	26 140 773
Résultat global 2014	16 139 400	24 063 539	13 735 802	-5 738 940	8 078 152	20 831 034	77 108 987



DÉLIBÉRATION  
N° 1/2015/SPC  
DU 6 FÉVRIER 2015

approuvant le compte administratif et le compte de gestion

Vu la délibération n° 2/2014/SPCPF du comité syndical en date du 7 février 2014 approuvant le budget 2014 ;  
Vu le compte administratif 2014 présenté par le président du SPCPF et le compte de gestion 2014 du Trésorier des îles du Vent, des Archipels et des îles Australes ;  
Vu le rapport de présentation fourni aux membres du comité.

Exposé des motifs

Le SPCPF étant un établissement public régi par les règles de comptabilité publique, les membres du comité syndical doivent se prononcer sur l'exécution de la tenue des comptes de madame Christine EXCOFFIER, trésorier receveur du SPCPF, pour l'année 2014, et doivent également se prononcer avant le 30 juin de l'année 2015 sur l'exécution de la comptabilité administrative tenue par le président du SPCPF.  
Il est constaté la concordance du compte de gestion retraçant la comptabilité patrimoniale tenue par madame Christine EXCOFFIER, trésorier receveur du SPCPF, avec le compte administratif retraçant la comptabilité administrative tenue par monsieur le président.  
Après en avoir délibéré, le compte administratif et le compte de gestion 2014 sont adoptés.

Adopte

Article 1 : Le compte administratif 2014 du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française et le compte de gestion 2014 du Trésorier des îles du Vent, des îles Australes et des Archipels sont approuvés.  
• en fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 246 042 378 F CFP et les recettes à 236 099 008 F CFP soit un résultat de fonctionnement de **-9 943 370 F CFP**. L'intégration du résultat de l'année 2013 de **60 911 584 F CFP** affiche au final un excédent de fonctionnement au 31 décembre 2014 de 50 968 214 F CFP.

La répartition par compétence de cet excédent s'établit comme ci-après :

- ◇ Administration générale : 9 876 302 F CFP
- ◇ Formation des élus : 16 629 101 F CFP
- ◇ Promotion : 13 735 802 F CFP
- ◇ Restauration scolaire : - 5 808 781 F CFP
- ◇ Eau potable : 6 487 875 F CFP
- ◇ Informatique : 10 047 915 F CFP

• en investissement, les dépenses s'élèvent à 2 587 525 F CFP et les recettes à 7 506 321 F CFP soit un résultat d'investissement de **4 918 796 F CFP**. L'intégration du résultat de l'année 2013 de **21 221 977 F CFP** affiche un excédent de **26 140 773 F CFP** au 31/12/2014, réparti par compétence comme ci-dessous :

- ◇ Administration générale : 6 263 098 F CFP
- ◇ Formation des élus : 7 434 438 F CFP
- ◇ Promotion : 0 F CFP
- ◇ Restauration scolaire : 69 841 F CFP
- ◇ Eau potable : 1 590 277 F CFP
- ◇ Informatique : 10 783 119 F CFP

Il est constaté le montant des restes à réaliser :

- en recettes d'investissement de 0 F CFP
- en dépenses d'investissement de 4 424 659 F CFP

Il est constaté qu'aucun besoin de financement en investissement n'est nécessaire.

Article 2 : Constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de **50 968 214 F CFP**, il est décidé d'affecter :

- en report de fonctionnement (compte 002 excédent de fonctionnement) la somme de 56 776 995 F CFP, se répartissant comme suit :
  - ◇ Administration générale : 9 876 302 F CFP
  - ◇ Formation des élus : 16 629 101 F CFP
  - ◇ Promotion : 13 735 802 F CFP
  - ◇ Eau potable : 6 487 875 F CFP
  - ◇ Informatique : 10 047 915 F CFP
- en report de fonctionnement (compte 002 déficit de fonctionnement) la somme de **5 808 781 F CFP**, se répartissant comme suit :
  - ◇ Restauration scolaire : 5 808 781 F CFP

Article 3 : Conformément aux dispositions des articles 421-1, 421-4 et 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formé contre la présente décision, dans un délai de trois mois à compter de sa publication.

Article 4 : Le président est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée par tout où besoin sera.





LISTE DES 92 MEMBRES DU COMITÉ SYNDICAL

	Commune	Nom	Prénom		Commune	Nom	Prénom
AUSTRALES	Raivavae	FLORES	Haipunaruu	MARQUISES	Fatu Hiva	TAMETONA	Jean-Maxime
	Raivavae	TEVAATUA	Joachim		Fatu Hiva	TUPAI	Lucia
	Rapa	NARII	Tuanainai		Hiva Oa	TEHAAMOANA	Domingo
	Rapa	TAURU	Zelma		Hiva Oa	TEHAAMOANA	Etienne
	Rimatara	HATITIO	Georges		Nuku Hiva	KAUTAI	Benoît
	Rimatara	TAHARIA	Heifara		Nuku Hiva	TAATA	Aldo
	Rurutu	LACOUR	William		Tahuata	BARSINAS	Félix
	Rurutu	RIVETA	Frédéric		Tahuata	VAIMAA	Myriam
	Tubuai	TAHIATA	Fernand		Ua Huka	OHU	Nestor
ILES DU VENT	Tubuai	TEINAURI	Adrien	TUAMOTU-GAMBIER	Ua Huka	SCALLAMERA	Florentine
	Hitiaa o te ra	TEINAURI	Tera		Ua Pou	KAIHA	Joseph
	Hitiaa o te ra	TERITO	Jeanine		Ua Pou	OHOTOUA	Martin
	Mahina	JAMET	Patrice		Anaa	TRINQUIER	Marie-Laure
	Mahina	OPUTU	Lorna		Anaa	YIP	Calixte
	Moorea-Maiao	HAUMANI	Evans		Arutua	TAPUTUARAI	Reupena Samuel
	Moorea-Maiao	MAIHI	Teriitepaiatua		Arutua	VIRIAMU	Totini
	Paea	ATA	Edmond		Fakarava	TEKURIO	Tuhoe
	Paea	TERIITAH	Tepuaurii		Fakarava	TENIARAH	Céline
	Papara	LEHARTEL	Christelle		Fangatau	MAPU	Mareta
	Papara	TEHEI	Moeana		Fangatau	NUI	Clément
	Papeete	LOMBARD	Adrien		Gambier	AH-TAK	Raymond
	Papeete	TEMEHARO	René		Gambier	GOODING	Vai Vianello
	Pirae	FRITCH	Edouard		Hao	ROOPINIA	Visa
	Pirae	RAFFIN	Yvonnick		Hao	TUAHINE	Théodore
	Punaauia	RICHERD	Bellinda		Hikueru	TEKURIO	Raymond
	Punaauia	TUMAHAI	Ronald		Hikueru	TEKURIO	Tuko
	Taiarapu Est	JAMET	Anthony		Makemo	ANI	Kirianu
	Taiarapu Est	LEHARTEL	Moana		Makemo	TOKORAGI	Félix
	Taiarapu Ouest	MAHAA	Lucienne		Manihi	HAOATAI	Mireille
ILES SOUS LE VENT	Taiarapu Ouest	TAVAEARII	Wilfred		Manihi	TAIARUI	Romina
	Teva I Uta	ALPHA	Tearii		Napuka	TAKI	Mautaina
	Teva I Uta	SANGUE	Alain		Napuka	TAPUTU	Ioana
	Bora Bora	TEHIHIPO	Tafirai		Nukutavake	NANUAITERAI	Molida
	Bora Bora	TONG SANG	Gaston		Nukutavake	TEARIKI	Tepoheiarii
	Huahine	LEMAIRE	Gaston		Puka Puka	VILLANT	Raphaël
	Huahine	LISAN	Marcelin		Puka Puka	VILLANT	Tauhei
	Maupiti	MAHURU	Teiva		Rangiroa	MAURI	François
	Maupiti	RAUFAUORE	Woullingson		Rangiroa	TERIIATETOOFA	Frédérix
	Tahaa	CHU	Sylvain		Reao	IHORAI	Charles
	Tahaa	TEMATARU	Céline		Reao	AA	Marie-Thérèse
	Taputapuatea	FAATAHE	Juliana		Takaroa	PALMER	Mervin
	Taputapuatea	MOUTAME	Thomas		Takaroa	TEAHE	Teapehu
	Tumaraa	TETUANUI	Cyril		Tatakoto	TAORAU	Solange
	Tumaraa	TETUANUI	Lana		Tatakoto	TEFAU-HUTIA	Tutea
	Uturoa	AYON	Eric		Tureia	BRANDER	Tevahineheipua
	Uturoa	TEROOATEA	Sylviane		Tureia	FARIKI	Marcélino



46 COMMUNES ADHÉRENTES : PRÉSENTATION PAR COMPÉTENCE

<b>46 communes adhérentes à la promotion de l'institution communale et à la formation des élus</b>  Anaa, Arutua, Bora Bora, Fakarava, Fangatau, Fatu Hiva, Gambier, Hao, Hikueru, Hitia'a O Te Ra, Hiva Oa, Huahine, Mahina, Makemo, Manihi, Maupiti, Moorea-Maiao, Napuka, Nuku Hiva, Nukutavake, Paea, Papara, Papeete, Pirae, Punaauia, Puka Puka, Raivavae, Rangiroa, Reao, Rapa, Rimatara, Rurutu, Tahaa, Tahuata, Taiarapu-Est, Taiarapu-Ouest, Takaroa, Taputapuatea, Tatakoto, Teva I Uta, Tubuai, Tumaraa, Tureia, Ua Huka, Ua Pou, Uturoa	<b>Les 34 communes adhérentes à la compétence « restauration scolaire du premier degré »</b>  Anaa, Arutua, Bora Bora, Fakarava, Fangatau, Fatu Hiva, Gambier, Hao, Hikueru, Huahine, Mahina, Makemo, Manihi, Napuka, Nuku Hiva, Nukutavake, Puka Puka, Raivavae, Rangiroa, Rapa, Reao, Rimatara, Rurutu, Tahaa, Tahuata, Takaroa, Taputapuatea, Tatakoto, Teva I Uta, Tubuai, Tumaraa, Tureia, Ua Huka, Ua Pou	<b>Les 31 communes adhérentes à la compétence « eau potable »</b>  Anaa, Arutua, Bora Bora, Fakarava, Fangatau, Fatu Hiva, Gambier, Hao, Hikueru, Huahine, Makemo, Manihi, Napuka, Nukutavake, Puka Puka, Raivavae, Rangiroa, Reao, Rimatara, Rurutu, Tahaa, Takaroa, Taputapuatea, Tatakoto, Teva I Uta, Tubuai, Tumaraa, Tureia, Ua Huka, Ua Pou	<b>Les 38 communes adhérentes et 13 structures bénéficiaires à la compétence « informatique »</b>  Anaa, Arutua, Arue, Bora Bora, CGF, CODIM, CUCS, Crèche de Pirae, Fakarava, Fangatau, Fatu Hiva, Gambier, Hao, Hava'i, Hikueru, Hitiaa O Te Ra, Hiva Oa, Makemo, Manihi, Maupiti, Moorea, Napuka, Nuku Hiva, Nukutavake, Paea, Puka Puka, Raivavae, Rangiroa, Rapa, Reao, Rimatara, Rurutu, Secosud, SIGFA, SIVMA, SIVMTG, SMO, Tahaa, Tahuata, Taiarapu Ouest, Takaroa, Taputapuatea, Tatakoto, Te Oropaa, Teva I Uta, Tubuai, Tumaraa, Tureia, Ua Huka, Ua Pou, Uturoa, + SPCPF
--	---	--	--

LES PROJETS DU DÉPARTEMENT EAU POTABLE EN DÉTAIL

Projet	Etat d'avancement/ Observations
Autocontrôle	
Poursuite de la saisie des résultats d'analyses dans la base de données	Réalisé

Projets transversaux	
Organisation des réunions du comité de pilotage Eau potable	Réalisé
Création de l'outil d'évolution des SPIC	Reporté à une échéance ultérieure
Finalisation d'un document de clarification de la situation juridique de l'eau potable aux Tuamotu	Document finalisé (synthèse de 3 pages + document Questions/ Réponses d'une dizaine de pages)
Rédaction de plans de formations type pour la bonne gestion des SPIC basés sur la distribution d'eau par fontaine (cas des Tuamotu)	Reporté

Etudes				
Archipel	Commune	Etudes	Avancement	Observations
Marquises	UA POU	Filière de traitement des eaux de surface	Terminé	
Marquises	UA HUKA	Etude de potabilisation des eaux de Vaipae et d'optimisation de la production	Phase 1 terminée	Etude de « l'optimisation de la production en eau » terminée. Des travaux et mesures de débit sont à réaliser en régie communale. Puis une étude de potabilisation (chloration principalement, éventuellement filtration lente sur sable) à réaliser
Australes	RAIVAVAE	Filière de traitement des eaux de surface	En attente	En attente de la construction du filtre à sable lent, afin de réaliser des analyses en sortie de l'ouvrage
Australes	RIMATARA	Etat de santé des forages	Terminé	Proposition de travaux pour 2015
Australes	RURUTU	Réalisation d'essais de traitement des eaux de surface avec différents sables	En cours	
IDV	TEVA I UTA	Contrôler le dimensionnement du futur réseau AEP proposé dans le SDAEP de la commune	En cours	Etude bien plus importante que prévue. Le schéma directeur est à refondre entièrement. L'écart entre le nombre d'abonnés de l'étude initiale avec la réalité est trop important. La maîtrise foncière semble irréalisable pour l'un des sites, il a été proposé à la commune de faire de la recherche en eau dans de nouvelles zones.
IDV	TEVA I UTA	Dossier de financement – Pose des compteurs individuels	Non réalisé	Voir ci-dessus
ISLV	TUMARAA	Etat de santé du forage de Fetuna Maitrise d'œuvre d'étude des forages non exploités	Terminé	
Multi	HUAHINE, RIMATARA, RURUTU, TAHAA, TAPUTAPUATEA	Dossier de financement – Sectorisation du réseau	Réalisé pour 2 communes et en cours pour 2 autres communes	A réaliser en 2015
Multi	Equipement du SPC	Acquisition d'équipements pour la détection des fuites sur les réseaux	En cours	Acté par le CFL de novembre 2014. En attente de la convention de financement pour procéder à l'acquisition

Maitrise d'oeuvre		Il s'agissait d'un recensement des travaux qui auraient pu obtenir un financement en 2014		
Archipel	Commune	Travaux	Etat d'avancement	Observations
Marquises	UA POU	Appel d'offres de fournitures pour la pose des compteurs individuels à Hakahau et à Hakatao – à confirmer selon le calendrier d'obtention du financement des travaux par la commune	En attente du financement	
Australes	RAIVAVAE	Suivi des travaux de rénovation de l'AEP Sud	En cours	Retard très important dans l'obtention du permis de terrasser
Australes	RURUTU	Appel d'offre pour la pose d'appareils de mesures pour les sites de production de Hauti et Puputa pour l'optimisation de l'exploitation des filtres à sable lent – à confirmer selon le calendrier d'obtention du financement des travaux par la commune	Hauti : financement obtenu à la fin de l'année 2014 Puputa : en attente du financement	Consultations prévues en 2015
Australes	TUBUAI	Appel d'offres de travaux pour le remplacement des armoires de commande et des colonnes montantes des pompes – à confirmer selon le calendrier d'obtention du financement des travaux par la commune	Terminé (sur consultation simple)	
IDV	TEVA I UTA	Appel d'offres des travaux de rénovation des réseaux de la commune – à confirmer selon le calendrier d'obtention du financement des travaux par la commune	Suivi de la rénovation de l'armoire de pompage du site Bain des vierges terminé	Autres travaux à prévoir en 2015
ISLV	TUMARAA	Appel d'offres de construction du deuxième réservoir Tevaitoa, ouverture du chantier, suivi des travaux – à confirmer selon le calendrier d'obtention du financement des travaux par la commune Appel d'offres pour le remplacement des ponceaux et compteurs de sectorisation – à confirmer selon le calendrier d'obtention du financement des travaux par la commune	Marchés notifiés	Ouverture de chantiers et suivi des travaux en 2015
ISLV	TAHAA	Appel d'offres de travaux de TEMATAU – à confirmer selon le calendrier de maîtrise foncière et d'obtention du financement des travaux par la commune	En attente du financement	
Tuamotu - Gambier	FANGATAU	Appel d'offres de travaux de fontaines d'eau (recueil d'eau de pluie pour l'atoll de FAKAHINA, évaporateur solaire pour l'atoll de FANGATAU) – non prévu initialement au programme 2014	Rédaction de l'appel d'offres en cours	Acquisition par le SPCPF de maquettes fonctionnelles d'évaporateurs individuel et collectif Etude de conception de l'évaporateur solaire en sous-traitance
Tuamotu - Gambier	MANIHI	Appel d'offres de travaux de fontaines d'eau – à confirmer selon le calendrier d'obtention du financement des travaux par la commune	En attente du financement	
Tuamotu - Gambier	RANGIROA	Appel d'offres de travaux de fontaines d'eau – à confirmer selon le calendrier d'obtention du financement des travaux par la commune	Financement obtenu, consultation simple par la commune	
Tuamotu - Gambier	GAMBIER	Appel d'offres de travaux d'extension du réseau hydraulique – à confirmer selon le calendrier d'obtention du financement des travaux par la commune	Financement obtenu en novembre 2014	Appel d'offres et démarrage des travaux en 2015



## LES PROJETS DU DÉPARTEMENT EAU POTABLE EN DÉTAIL

Conseil / assistance - projet pape		
Communes concernées	Actions	Etat d'avancement/ Observations
Phase 1		
Rurutu, Teva I Uta, Ua Huka, Ua Pou	Formation à l'exploitation du réseau pour la distribution d'eau potable	En cours
	Séminaire de sensibilisation des équipes communales à l'établissement d'une politique commerciale et tarifaire Réalisation d'un bilan d'étape	Reporté à 2015 et remplacé par le séminaire organisationnel ci-dessous
	Suivi de l'audit organisationnel réalisé en 2013 par le prestataire de l'audit : Séminaire organisationnel des 4 communes Missions de suivi dans les 3 communes des « îles » Réunions d'accompagnement pour la commune de Teva I Uta	Terminé
	Rédaction du règlement du service de l'eau de Teva I Uta (non prévu initialement)	Terminé
Phase 2		
Huahine, Rimatara, Tahaa, Taputapuata, Tubuai, Tumaraa	Formation aux procédures relatives aux stations de pompage (armoires de commande, pompe, anti-bélier) Formation aux procédures relatives au suivi des nappes Formation à la procédure relative au step-testing (quantification des fuites entre deux vannes de sectionnement) Suivi de prestation de localisation des fuites par un prestataire privé (cette localisation requiert du matériel spécifique dont ne dispose pas le SPCPF, ni les communes)	Terminé pour les communes de Rimatara, Tahaa, Tubuai  Fin prévue en février 2015 pour Huahine, Taputapuata, Tumaraa
Rimatara	Rapport annuel	En cours
Remarque	Rimatara avait été le site pilote et avait donc déjà réalisé les formations relatives aux stations de pompage	

**Colonne montante des pompes** : canalisation située dans le forage qui permet de transporter l'eau via une pompe.

**Compteur de sectorisation** : compteur installé sur un réseau de distribution aux entrées et sorties d'un « secteur » géographique délimité qui permet de calculer les volumes d'eau distribués sur ledit secteur.

**Compteurs individuels** : comptabilisent le volume consommé par chaque abonné, on peut ainsi identifier les surconsommations, calculer le rendement du réseau et facturer le service de l'eau.

**Eaux de surface** : par opposition aux eaux souterraines, l'eau de surface est l'eau qui se trouve à la surface ou proche de la surface du sol. Dans une zone donnée, il s'agit pour l'essentiel des cours d'eau, des océans, des lacs et des eaux de ruissellement qui s'y trouvent.

**Evaporateur solaire** : dispositif permettant d'imiter le cycle naturel de l'eau. L'eau s'évapore grâce au chauffage naturel du soleil, se condense sur la vitre et c'est l'eau condensée qui est ensuite récupérée.

**Filtre lent sur sable** : méthode d'épuration biologique qui consiste à faire passer l'eau à traiter à travers un lit de matériau filtrant à une vitesse de 0,1 à 0,2 m/h. Le matériau filtrant le plus approprié est le sable. Au cours de ce passage, la qualité de l'eau s'améliore considérablement par la diminution du nombre de micro-organismes (bactéries, virus, kystes), par l'élimination de matières en suspension et par des changements dans sa composition chimique. A la surface du lit se forme une mince couche appelée « membrane biologique ». Cette mince couche superficielle est essentielle, car c'est là que le processus d'épuration se déroule.

**Nappes** : Une nappe souterraine est une masse d'eau contenue dans les interstices ou fissures du sous-sol. On distingue deux types de nappes : libres ou phréatiques et captives. Les nappes captives sont piégées sous des formations géologiques imperméables. Le niveau des nappes peut varier en fonction des infiltrations et des prélèvements d'eau.

**Step-testing** : méthode de quantification des fuites d'eau d'un réseau. Consiste à fermer les vannes d'un réseau, l'une après l'autre, en partant de la fin du réseau. Tout en mesurant les volumes distribués en sortie de réservoirs. Le traitement des mesures de volumes permet de calculer les volumes de fuites par tronçon (un tronçon étant situé entre 2 vannes).

**Pour les autres mots se référer aux glossaires des pages 37-40.**



*L'équipe du service gestion et moyens.*



*Manava Laborde, juriste.*



*Le département eau potable en 2014.*



*L'équipe du département informatique.*

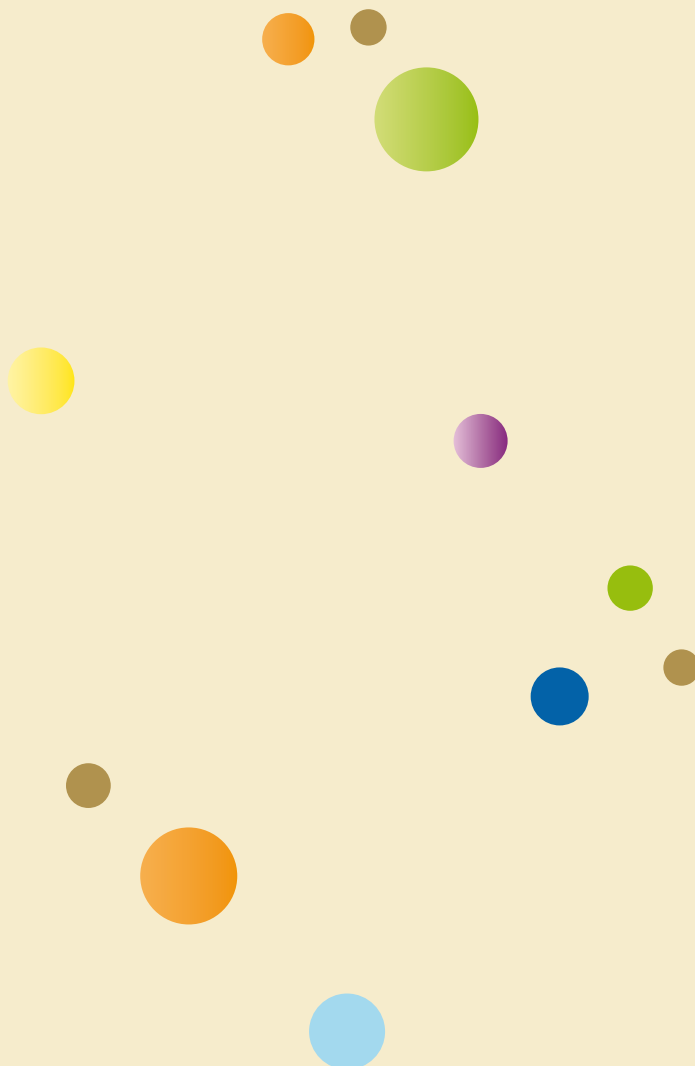
Les autres agents du SPCPF sont présentés  
dans le rapport d'activité.

Directeur de la publication  
Chef d'édition  
Coordination de la rédaction  
Conception graphique et réalisation  
Photos

Illustrations  
Impression

Jean Silvestro  
Ronan Gloaguen  
Hélène Missotte  
Totara Communication  
Ronan Gloaguen  
Grégoire Le Bacon (pages 26-27-30-31)  
Mairie d'Arue (pages 2-19)  
Laurence Cuheval (page 46)  
Mickeymoto (pages 44-46-47)  
Polypress Seripol





ʻĀmuitahira ʻa nō te mau ʻoire

**SPC PF**

SYNDICAT POUR LA PROMOTION DES COMMUNES  
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

Servitude Tepihaa II, Patutoa, Papeete  
BP 50820, Pirae, Tahiti, Polynésie française  
Tél. +689 40 50 63 63 • Fax +689 40 41 07 98  
communes@spc.pf • www.spc.pf